Dossier de presse de rentrée

2025-2026

**Administration générale de de l’Enseignement**

Direction de la Communication

Service Communication et Relations publiques

Avenue du Port 16, 1080 Bruxelles

02 690 80 31 – age.presse@cfwb.be

Table des matières

[Les Écoles, les Internats et les élèves (enseignement ordinaire et spécialisé) 4](#_Toc209784413)

[Ouvertures et fermetures d’écoles en Fédération Wallonie-Bruxelles 4](#_Toc209784414)

[Statistiques sur les ouvertures ou fermetures d’écoles/d’implantations en Fédération Wallonie-Bruxelles 4](#_Toc209784415)

[Nombre d’écoles en Fédération Wallonie-Bruxelles 16](#_Toc209784416)

[Nombre d’élèves en Fédération Wallonie-Bruxelles 19](#_Toc209784417)

[Les élèves primo-arrivants, DASPA et FLA 23](#_Toc209784418)

[Nombre d’internats et d’internes en Fédération Wallonie-Bruxelles 26](#_Toc209784419)

[Immersion linguistique et choix de seconde langue 29](#_Toc209784420)

[Taux d’encadrement : ratios « Nombre d’élèves / Nombre d’ETP enseignants » 35](#_Toc209784421)

[Les personnels de l’enseignement 37](#_Toc209784422)

[Nombre de nouveaux enseignants 37](#_Toc209784423)

[Données sur les enseignants de seconde carrière 38](#_Toc209784424)

[Titres requis, suffisants, en pénurie et non listés 40](#_Toc209784425)

[Nombre de personnels de l’enseignement en activité par réseau et catégorie 43](#_Toc209784426)

[Personnels de l’enseignement hors DPPR par catégorie de personnel et statut 46](#_Toc209784427)

[Absences 50](#_Toc209784428)

[Nombre de personnels de l’enseignement rémunérés, en congé ou disponibilité, par type de congé/disponibilité et catégorie de personnel 50](#_Toc209784429)

[Évolution des taux d’absence pour maladie 54](#_Toc209784430)

[Couts de l’enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles 57](#_Toc209784431)

[Couts : globaux, par élèves ou étudiants et traitements du personnel 57](#_Toc209784432)

[Répartition globale des dépenses 57](#_Toc209784433)

[Répartition par niveau d’enseignement 58](#_Toc209784434)

[Coût annuel moyen par élève/étudiant en 2023-2024 58](#_Toc209784435)

[Total des traitements liquidés aux personnels des établissements scolaires 58](#_Toc209784436)

[Parcours et dispositifs d’enseignement spécifiques 61](#_Toc209784437)

[Les centres d’éducation et de formation en alternance (CEFA) 61](#_Toc209784438)

[L’Enseignement pour Adultes (EA) 63](#_Toc209784439)

[L’enseignement à domicile 67](#_Toc209784440)

[L’enseignement secondaire artistique à horaires réduits (ESAHR) 70](#_Toc209784441)

[Les Jurys 72](#_Toc209784442)

[Les certifications 75](#_Toc209784443)

[Les recours contre les décisions des conseils de classe 80](#_Toc209784444)

[Les aides 82](#_Toc209784445)

[Les allocations d’études 82](#_Toc209784446)

[Les mécanismes de gratuité 84](#_Toc209784447)

[Contact presse 97](#_Toc209784448)

# Les Écoles, les Internats et les élèves (enseignement ordinaire et spécialisé)

## 

## Ouvertures et fermetures d’écoles en Fédération Wallonie-Bruxelles

Ce chapitre présente les dernières statistiques concernant les ouvertures et fermetures d’école en Fédération Wallonie-Bruxelles, ainsi que la législation et les règles en la matière.

## Statistiques sur les ouvertures ou fermetures d’écoles/d’implantations en Fédération Wallonie-Bruxelles

### Enseignement fondamental ordinaire

En 2024-2025, il y a eu :

* **Créations d’écoles :** 3 créations d'écoles (dont 1 réelle nouvelle école, les autres résultant de scissions ou de créations d'écoles sur base d'implantations existantes)
* **Créations d’implantations :** 3 créations d'implantations (dont 2 réelles)
* **Ouvertures de niveau :** 4 ouvertures de niveau (réelles)
* **Fermetures d’écoles :** 7 fermetures d'écoles (1 réelle fermeture, les autres résultant de fusions)
* **Fermetures d’implantations :** 14 fermetures d'implantations (dont 9 réelles)
* **Fermetures de niveau :** 7 fermetures de niveau (dont 6 réelles)

Au 25 août 2025, l’enseignement fondamental ordinaire comptabilise **1935** **établissements**.

### Enseignement secondaire ordinaire

En 2025-2026, on compte en matière de :

* **Création d’écoles :** 1 création d’école
* **Fermeture / restructuration :** 1 fermeture et 3 restructurations (fusions par absorption)

Au 25 août 2025, l’enseignement secondaire ordinaire comptabilise **511** **établissements**.

### Enseignement fondamental et secondaire spécialisé

En 2024-2025, on compte en matière de :

* **Créations d’écoles :** 0 création d’école
* **Fermetures d’écoles :** 1 fermeture d’implantation[[1]](#footnote-1)

  Il est rare que les écoles d’enseignement spécialisé ferment. Pour l’année 2025-2026, il y a toutefois la fermeture d’une implantation.

Au 25 août 2025, l’enseignement **fondamental spécialisé** comptabilise **156 établissements** et l’enseignement **secondaire spécialisé** comptabilise **97 établissements.**

### Législation sur l’ouverture d’une école

#### Enseignement fondamental ordinaire

Un pouvoir organisateur (commune, province ou ASBL) qui souhaite créer une nouvelle école et bénéficier pour la première fois des subventions de la Communauté française doit introduire une demande auprès de l’Administration générale de l’Enseignement (AGE) conformément aux prescrits de la [circulaire 6861 du 16/10/2018](http://www.enseignement.be/index.php?page=26823&do_id=7105).

Cette demande doit être introduite avant le 1er décembre précédant la rentrée scolaire pour laquelle les subventions sont sollicitées.

Un dossier complet doit être constitué, comprenant notamment :

* Le projet éducatif et pédagogique,
* Le règlement d’ordre intérieur,
* Leplan des bâtiments scolaires,
* Laréférence du ou des programme(s) choisi(s),
* Si le PO est constitué en ASBL, une copie des statuts,
* Si le PO est constitué en ASBL, une copie de l’extrait de casier judiciaire des membres du CA,
* S’il s’agit d’enseignement confessionnel, une copie de l’accord de l’autorité compétente du culte concerné.

Lors de sa demande, le pouvoir organisateur s’engage à respecter les conditions établies par les lois, décrets et normes règlementaires.

En outre, conformément à l’article 1.7.3-1 du Code de l’enseignement, les obligations ci-dessous doivent être respectées :

1° être organisée par une personne morale qui en assume toute la responsabilité et qui ne bénéficie pas directement ou indirectement pour le fonctionnement, les frais de personnel et/ou les bâtiments, de financements en provenance d’un État étranger n’appartenant pas à l’Union européenne ou émanant d’une institution relevant d’un État étranger n’appartenant pas à l’Union européenne. Les personnes physiques qui composent la personne morale doivent être de conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques ;

2° se soumettre au contrôle de l’inspection ;

3° être établie dans des locaux répondant à des conditions de sécurité, d’hygiène et de salubrité ;

4° disposer du matériel didactique et de l’équipement scolaire répondant aux nécessités pédagogiques ;

5° bénéficier, si l’école n’est pas affiliée à une fédération de pouvoirs organisateurs, de services de soutien et d’accompagnement externes, en vertu d’une convention passée au plus tard 4 mois après la création de l’école ou de la section de l’école avec une cellule de soutien et d’accompagnement. La cellule de soutien et d’accompagnement de Wallonie-Bruxelles Enseignement ne peut refuser de signer la convention précitée ;

6° former un ensemble pédagogique situé dans un même complexe de bâtiments ou, en tout cas, dans une même commune ou agglomération, le tout sauf dérogation accordée par le Gouvernement dans des cas exceptionnels. L’obligation d’être situé dans une même commune ou agglomération n’est pas imposée à un ensemble pédagogique placé sous la direction d’un même directeur et issu d’une fusion ou d’une restructuration d’écoles dument autorisée par le Gouvernement ;

7° disposer d’un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé des élèves.

L’admission aux subventions d’une nouvelle école d’enseignement maternel et/ou primaire est autorisée par le Gouvernement après avoir pris l’avis du Conseil général de l’enseignement fondamental.

Dès la première année d’admission aux subventions, un dispositif de contrôle est mis en place (inspection du niveau des études et du respect des référentiels du tronc commun, vérification comptable, vérification des conditions de sécurité, d’hygiène et de salubrité, et vérification des populations scolaires) pour s’assurer que les règles sont bien respectées et que l’école compte bien les minimums de populations requises :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **NORMES DE CRÉATION – minimum de population requise** | | | |
|  | Communes de moins de 75 Hab/km² | Communes de 75 à 500 Hab/km² | Communes de  + de 500 Hab/km² |
| Année de création  2e année  3e année  4e année | 25 élèves  40 élèves  55 élèves  70 élèves | 37 élèves  60 élèves  82 élèves  105 élèves | 50 élèves  80 élèves  110 élèves  140 élèves |

#### Enseignement secondaire ordinaire

Un projet d’un nouvel établissement d’enseignement secondaire ordinaire peut être proposé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, par un pouvoir organisateur subventionné qui organise déjà au moins une école (commune, province, ASBL

« pouvoir organisateur » relevant de l’enseignement libre confessionnel ou non) ou par une nouvelle ASBL constituée dans ce but.

Dans tous les cas, la création d’un établissement d’enseignement secondaire ordinaire est autorisée par le Gouvernement après avoir pris l’avis du Conseil général de l’enseignement secondaire.

Une fois l’autorisation accordée, le nouvel établissement devra atteindre, au 1er octobre de l’année de création, une norme de création fixée à 450 élèves. Cette norme est toutefois réduite à 60 élèves dans le cas d’un établissement dont la création a été autorisée afin de répondre à la croissance démographique et dont l’ouverture se fait de manière progressive, année d’études par année d’études au fil du temps.

Les PO (subventionnés) qui souhaitent ouvrir un nouvel établissement introduisent une demande de subvention auprès de l’AGE au moyen de l’annexe de l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 2016 *relatif à la demande d'admission aux subventions des établissements scolaires.* Par sa demande, un pouvoir organisateur déclare sur l’honneur que l’école s’engage à se conformer aux dispositions légales et réglementaires concernant l'organisation des études, les statuts administratifs des membres du personnel et l'application des lois linguistiques et plus précisément à :

1° Adopter la structure d’enseignement définie par les lois, décrets et arrêtés royaux, notamment :

a. le [décret du 29 juillet 1992](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=17144&referant=l01) portant organisation de l’enseignement secondaire de plein exercice;

b. la [loi du 19 juillet 1971](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=02252&referant=l01) relative à la structure générale et à l’organisation de l’enseignement secondaire ;

c. le [décret du 30 juin 2006](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=30998&referant=l01) relatif à l'organisation pédagogique du 1er degré de l'enseignement secondaire

2° Respecter un programme approuvé par le Gouvernement, au sens de l’article 5, 15° du [décret du 24 juillet 1997](https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/21557_010.pdf) définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

3° Respecter les dispositions prévues par le [décret du 24 juillet 1997](https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/21557_010.pdf) précité, notamment et sans préjudice des autres dispositions fixées par ce décret, les objectifs généraux prévus à l’article 6, 3° et 4°, à savoir « préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures » et « assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale ».

4° Respecter les dispositions fixées par le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l’école ;

5° Respecter, le cas échéant, les dispositions fixées par le [décret du 30 avril 2009](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_02.php?ncda=34295&referant=l01) organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d’assurer à chaque élève des chances égales d’émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ;

6° Respecter les dispositions du [décret du 21 novembre 2013](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_02.php?ncda=39910&referant=l01) organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ;

7° Se soumettre au contrôle et à l'inspection organisée par la Communauté française conformément au [décret du 8 mars 2007](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_02.php?ncda=31929&referant=l01) relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques ;

8° Bénéficier, si l’établissement n’est pas affilié à un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs visé à l’article 5bis de la [loi du 29 mai 1959](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=05108&referant=l01) précitée, de services de conseil et de soutien pédagogiques externes, en vertu d’une convention passée au plus tard 4 mois après la création de l’établissement avec le service de conseil et de soutiens pédagogiques ou avec une des cellules de conseil et de soutiens pédagogiques visés par le [décret du 8 mars 2007](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_02.php?ncda=31929&referant=l01) précité ;

9° Être organisé par une personne morale qui en assume toute la responsabilité et qui ne bénéficie pas directement ou indirectement pour le fonctionnement, les frais de personnel et/ou les bâtiments de financement en provenance d’un Etat étranger n’appartenant pas à l’Union européenne ou d’institution relevant d’un Etat étranger n’appartenant pas à l’Union européenne.

Les personnes physiques qui composent la personne morale doivent :

a) être de conduite irréprochable ;

b) jouir des droits civils et politiques.

10° Compter, dans l’établissement ainsi que par classe, section, degré, année ou option, au moins le nombre minimum d'élèves fixé par décret ;

11° Être établi dans des locaux répondant à des conditions de sécurité, d'hygiène et de salubrité, tel que prévu, notamment dans l’arrêté royal du 18 novembre 1957 portant les conditions d'hygiène et de salubrité exigées des établissements d'enseignement moyen, technique et normal subventionnés;

12° Disposer du matériel didactique et de l'équipement scolaire répondant aux nécessités pédagogiques ;

13° Former un ensemble pédagogique situé dans un même complexe de bâtiments ou, en tout cas, dans une même commune ou agglomération, sauf dérogation qui sera introduite auprès du Gouvernement dans des cas exceptionnels ;

14° Disposer d'un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé des élèves et soumis dès lors au contrôle prévu à l'article 28, alinéa 1er, 4°, de la [loi du 29 mai 1959](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=05108&referant=l01) précitée ;

15° Se soumettre au régime des congés organisé en application de l'article 7 de la [loi du 29 mai 1959](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=05108&referant=l01) précitée ;

16° Se conformer aux dispositions du [décret du 11 juillet](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_02.php?ncda=26947&referant=l01) 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico- sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière.

17° Le cas échéant, respecter les principes du décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement ou du décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de la Communauté française.

Parmi ces conditions, nous pouvons relever qu’il s’agit notamment, pour le nouvel établissement, de respecter un programme de cours conforme aux prescriptions légales, de respecter le [décret « Missions »](http://www.enseignement.be/index.php?page=23827&do_id=401), de respecter le décret visant à assurer à tous les élèves des chances égales d’émancipation sociale, de disposer d’un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé des élèves, d’être établi dans des locaux répondant à des conditions d’hygiène et de salubrité. Le pouvoir organisateur s’engage également à employer du personnel qualifié dont les diplômes sont reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Au niveau pédagogique, une nouvelle école s’engage notamment à avoir un projet d’établissement ([décret « Missions »),](http://www.enseignement.be/index.php?page=23827&do_id=401) à mettre en place les grilles horaires des élèves, à faire passer les épreuves d’évaluation conformément à la réglementation.

La Direction générale de l’enseignement obligatoire (DGEO) va informer le Service général de l’inspection de la création d’un nouvel établissement qui planifiera des visites au sein de l’établissement pour s’assurer du respect des dispositions légales et réglementaires relatives à l’enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles.

La DGEO fera également procéder aux vérifications de la conformité des infrastructures aux exigences de sécurité et hygiène.

Au 1er octobre, la DGEO contrôlera qu’il y a bien le nombre d’élèves requis (normes de création) pour l’organisation effective de l’établissement.

### Législation sur la fermeture d’une école

#### Enseignement fondamental ordinaire

Dans l’enseignement fondamental ordinaire en Fédération Wallonie-Bruxelles, il faut d’abord bien distinguer la notion d’écolede la notion d’implantation :

* Une école est un établissement d'enseignement composé d'une ou de plusieurs implantations, placé sous la direction d'un directeur et organisé par un pouvoir organisateur ;
* Une implantation est un bâtiment ou un ensemble de bâtiments où l'on dispense de l’enseignement ;

Une école peut rester ouverte tout en fermant une de ses implantations.

Une implantation peut fermer ses portes parce que le nombre d’élèves n’est pas suffisant (voir ci-dessous normes de rationalisation, fermeture et sursis éventuels) ou parce que le pouvoir organisateur décide de restructurer les écoles et les implantations qu’il organise (par exemple, une commune décide de regrouper deux implantations dans un bâtiment nouvellement construit).

#### Normes de rationalisation à 100 %

Une école est réputée être à 100 % des normes de rationalisation si, à la date du 30 septembre de l’année en cours, elle atteint par école, par implantation et par niveau d’enseignement, les minima de population, tels que référencés dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Commune de**  **moins de 75 Hab/km²** | | | **Commune de 75**  **à 500 Hab/km²** | | | **Commune de plus**  **de 500 Hab/km²** | | |
|  | **Mat.** | **Prim.** | **Fond.** | **Mat.** | **Prim.** | **Fond.** | **Mat.** | **Prim.** | **Fond.** |
| **École non isolée**  **(article 8)** | 14 | 14 | 24 (10) | 20 | 50 | 60 (16) | 50 | 120 | 140 (20) |
| **École isolée**  **(article 10)** | 12 | 12 | 20 (8 mat. et  10 prim.) | 14 | 14 | 24 (12) | 20 | 50 | 60 (16) |
| **Implantation non isolée (article 7)** | 12 | 12 | 20 (10) | 20 | 25 | 40 (16) | 20 | 25 | 40 (16) |
| **Implantation isolée (article 9)** | 12 | 12 | 20 (8 mat. et  10 prim.) | 14 | 14 | 24 (12) | 14 | 14 | 24 (12) |

*Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre minimum d'élèves à atteindre dans chacun des 2 niveaux d'enseignement.*

Lorsqu'une école possède plusieurs implantations, la norme de rationalisation de l'école ainsi que les normes de rationalisation propres à chacune des implantations doivent être vérifiées.

#### Normes de rationalisation à 80 %

Une école est réputée être à 80% des normes de rationalisation si, à la date du 30 septembre de l’année en cours, elle atteint par école, par implantation et par niveau d’enseignement, les minima de population, tels que référencés dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Commune de**  **moins de 75 Hab/km²** | | | **Commune de 75**  **à 500 Hab/km²** | | | **Commune de plus**  **de 500 Hab/km²** | | |
|  | **Mat.** | **Prim.** | **Fond.** | **Mat.** | **Prim.** | **Fond.** | **Mat.** | **Prim.** | **Fond.** |
| **École non isolée 80 %** | 12 | 12 | 20 (8) | 16 | 40 | 48 (13) | 40 | 96 | 112 16) |
| **École isolée 80 %** | 10 | 10 | 16 (6 m.et 8 p.) | 12 | 12 | 20 (10) | 16 | 40 | 48 (13) |
| **Implantation non isolée 80%** | 10 | 10 | 16 (8) | 16 | 20 | 32 (13) | 16 | 20 | 32 (13) |
| **Implantation isolée 80 %** | 10 | 10 | 16 (6 m.et 8 p.) | 12 | 12 | 20 (10) | 12 | 12 | 20 (10) |

#### Fermetures et sursis éventuels

L’école, l’implantation ou le niveau qui n’atteint pas les 100 % des normes de rationalisation (voir tableau des normes à 100 %) à la date du 30 septembre de l’année scolaire en cours est

* dans les communes ayant une densité de population *égale ou supérieure à 75* *hab/km2*:
  + En sursis jusqu’à la veille de la rentrée scolaire suivant l’année scolaire où elle atteint 80 % du minimum requis (voir tableau des normes à 80% supra) pour la deuxième fois consécutive. Elle peut cependant être rouverte l’année scolaire suivante si elle satisfait aux normes de rationalisation à 100 %.
  + Fermé(e) le 1er octobre de l’année en cours si les normes sont inférieures à 80 % du minimum requis (voir tableau des normes à 80 % supra).
    - dans les communes ayant une densité de population *inférieure à 75 hab/km2*,
      * Si les normes sont atteintes à 80 % du minimum requis (voir tableau supra) :
* Maintenu(e) sans restriction si les élèves qui y sont inscrits et qui permettent d’atteindre ces 80 % ne trouvent pas une école ou une implantation du même réseau, plus proche de leur domicile.
  + En sursis jusqu’à la veille de la rentrée scolaire suivante si les élèves qui y sont inscrits trouvent une école ou une implantation du même réseau plus proche de leur domicile. Elle peut être cependant rouverte l’année scolaire suivante si elle satisfait aux normes de rationalisation à 100 %.
    - Si les normes sont inférieures à 80 % du minimum requis (voir tableau supra) :
      * fermé(e) le 1er octobre de l’année en cours.
        + S’il s’agit d’une école ou implantation fondamentale de libre choix, située à plus de 8 km de l’école ou implantation maternelle, primaire ou fondamentale la plus proche :

Maintenu(e) sans restriction pour autant qu’elle compte au moins 16 élèves dont au moins 6 en maternelle et 10 en primaire.

#### Enseignement secondaire ordinaire

Dans l’enseignement secondaire, la norme à atteindre, en règle générale, pour un établissement qui compte 3 degrés (D1-D2-D3)[[2]](#footnote-2) est de 400 élèves. Cette norme est réduite pour un établissement qui organise le 1er degré seul, le 4e degré seul, ou seulement deux degrés. La norme est également adaptée selon les critères suivants : éloignement par rapport à l’établissement de même caractère (confessionnel ou non confessionnel) le plus proche, s’il est le seul du caractère dans la commune et la densité de population de la commune.

Il existe toutefois un système de maintien sur trois années scolaires pour un établissement qui n’atteindrait pas la norme. Concrètement, c’est seulement lorsque la norme n’a pas été atteinte pour la troisième année consécutive qu’un établissement doit être fermé.

Toutefois, la réglementation prévoit que, sur avis du Conseil général de l’enseignement secondaire, le Gouvernement peut déroger à cette disposition. Le Gouvernement fonde alors sa décision notamment sur l’évolution de la population scolaire totale, par degré ou par option, et les spécificités des projets pédagogiques et éducatifs de l’établissement concerné ou encore l’offre d’enseignement au sein de la zone dans laquelle se trouve celui-ci.

Un établissement d’enseignement secondaire ordinaire, une fois fermé, ne peut rouvrir.

## Nombre d’écoles en Fédération Wallonie-Bruxelles

### Enseignement fondamental

Nombre d’écoles dans l’enseignement fondamental ordinaire par réseau de 2017-2018 à 2024-2025

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réseaux** |  | **2017-2018** | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022-2023** | **2023-2024** | **2024-2025** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 |
| Wallonie | 139 | 139 | 139 | 139 | 138 | 138 | 138 | 138 |
| Officiel subventionné | Bruxelles | 166 | 170 | 174 | 174 | 175 | 172 | 172 | 172 |
| Wallonie | 828 | 830 | 830 | 830 | 827 | 825 | 822 | 820 |
| Libre confessionnel | Bruxelles | 137 | 143 | 146 | 146 | 146 | 147 | 147 | 145 |
| Wallonie | 607 | 606 | 612 | 615 | 616 | 618 | 618 | 617 |
| Libre non confessionnel | Bruxelles | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 |
| Wallonie | 9 | 10 | 13 | 13 | 13 | 12 | 12 | 13 |
| **Total** | **Bruxelles** | **333** | **343** | **350** | **350** | **351** | **349** | **349** | **347** |
| **Wallonie** | **1 583** | **1 585** | **1 594** | **1 597** | **1 594** | **1 593** | **1590** | **1588** |

### Enseignement secondaire

Nombre d’écoles dans l’enseignement secondaire ordinaire par réseau de 2017-2018 à 2025-2026

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Réseaux |  | **2017-2018** | **201-2019** | **201-2020** | **202-2021** | **202-2022** | **2022[[3]](#footnote-3)-**  **2023** | **2023[[4]](#footnote-4)-**  **2024** | **2024[[5]](#footnote-5)-**  **2025** | **2025[[6]](#footnote-6)-**  **2026** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | 19 | 19 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 | 21 |
| Wallonie | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 99 | 99 | 99 | 98 |
| Officiel subventionné | Bruxelles | 30 | 30 | 30 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 33 |
| Wallonie | 53 | 53 | 53 | 53 | 54 | 54 | 54 | 54 | 53 |
| Libre confessionnel | Bruxelles | 58 | 58 | 62 | 62 | 63 | 63 | 63 | 63 | 63 |
| Wallonie | 230 | 229 | 229 | 228 | 228 | 228 | 229 | 229 | 229 |
| Libre non confessionnel | Bruxelles | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| Wallonie | 2 | 3 | 4 | 5 | 5 | 5 | 5 | 7 | 7 |
| **Total** | **Bruxelles** | 114 | 114 | 120 | 120 | 122 | 123 | 124 | 125 | 124 |
| **Wallonie** | 385 | 385 | 386 | 386 | 387 | 386 | 387 | 389 | 387 |

### Enseignement spécialisé

#### Enseignement fondamental

Nombre d’écoles dans l’enseignement fondamental spécialisé par réseau de 2017-2018 à 2025-2026 :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réseaux** |  | **2017-2018** | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022-2023** | **2023-2024** | **2024-2025** | **2025-2026** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Wallonie | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 34 | 34 | 34 | 34 |
| Officiel subventionné | Bruxelles | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 |
| Wallonie | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 28 | 28 | 28 | 28 |
| Libre confessionnel | Bruxelles | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| Wallonie | 46 | 46 | 46 | 46 | 46 | 45 | 45 | 45 | 45 |
| Libre non confessionnel | Bruxelles | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| Wallonie | 7 | 7 | 7 | 7 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| **Total** | **Bruxelles** | **41** | **41** | **41** | **41** | **41** | **41** | **41** | **41** | **41** |
| **Wallonie** | **113** | **113** | **113** | **113** | **114** | **115** | **115** | **115** | **115** |

#### Enseignement secondaire

Nombre d’écoles dans l’enseignement secondaire spécialisé par réseau de 2017-2018 à 2024-2025 :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réseaux** |  | **2017-2018** | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022-2023** | **2023-2024** | **2024-2025** | **2025-2026** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Wallonie | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 17 | 17 | 17 | 17 |
| Officiel subventionné | Bruxelles | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| Wallonie | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 17 | 17 | 17 | 17 |
| Libre confessionnel | Bruxelles | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| Wallonie | 39 | 39 | 39 | 39 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| Libre non confessionnel | Bruxelles | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| Wallonie | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| **Total** | **Bruxelles** | **17** | **17** | **17** | **17** | **17** | **17** | **17** | **17** | **17** |
| **Wallonie** | **78** | **78** | **78** | **78** | **79** | **80** | **80** | **80** | **80** |

## Nombre d’élèves en Fédération Wallonie-Bruxelles

Le nombre d’élèves de l’année scolaire qui débute ne peut pas être fourni dès la rentrée scolaire. Le comptage des élèves et les vérifications s’effectuent tout au long de l’année. Vous trouverez ci-dessous les chiffres pour 2024-2025 et années précédentes (chiffres certifiés au 15 janvier).

### Enseignement ordinaire

### Enseignement fondamental

Nombre d’élèves au niveau maternel et en primaire ordinaire par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 15 janvier)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réseaux** |  | **2018-2019** | | **2019-2020** | | **2020-2021** | | **2021-2022** | |
| **Maternel** | **Primaire** | **Mat.** | **Prim.** | **Mat.** | **Prim.** | **Mat.** | **Prim.** |
| Wallonie Bruxelles Enseigne-ment | Bruxelles | 2 756 | 5 288 | 2 558 | 5 264 | 2 393 | 5 118 | 2 213 | 5 127 |
| Wallonie | 9 476 | 22 219 | 9 330 | 21 873 | 8 950 | 21 382 | 8 755 | 21 103 |
| Officiel subven-tionné | Bruxelles | 22 039 | 36 447 | 21 821 | 36 347 | 21 248 | 35 873 | 20 188 | 35 126 |
| Wallonie | 69 076 | 122 874 | 68 904 | 122 757 | 67 526 | 123 214 | 65 394 | 122 050 |
| Libre confes-sionnel | Bruxelles | 16 197 | 32 485 | 16 001 | 32 528 | 15 413 | 32 215 | 14 792 | 31 645 |
| Wallonie | 51 304 | 102 442 | 50 935 | 102 007 | 49 970 | 100 986 | 47 812 | 99 695 |
| Libre non confes-sionnel | Bruxelles | 1 147 | 2 025 | 1 161 | 2 047 | 1 142 | 2 022 | 1 116 | 1 998 |
| Wallonie | 651 | 1 227 | 770 | 1 335 | 783 | 1 387 | 803 | 1 484 |
| **Total** | **Bruxelles** | **42 139** | **76 245** | **41 541** | **76 186** | **40 196** | **75 228** | **38 309** | **73 896** |
| **Wallonie** | **130 507** | **248 762** | **129 939** | **247 972** | **127 229** | **246 969** | **122 764** | **244 332** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réseaux** |  | **2022-2023** | | **2023-2024** | | **2024-2025** | |
| **Mat.** | **Prim.** | **Mat.** | **Prim.** | **Mat.** | **Prim.** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | 2 152 | 5 122 | 2031 | 4951 | 1917 | 4816 |
| Wallonie | 8 914 | 21 108 | 8783 | 20740 | 8974 | 20317 |
| Officiel subven-tionné | Bruxelles | 19 911 | 35 051 | 19175 | 34309 | 18988 | 33726 |
| Wallonie | 65 667 | 121 364 | 65 264 | 119 750 | 67026 | 118 465 |
| Libre confes-sionnel | Bruxelles | 14 489 | 31 288 | 14154 | 31062 | 13962 | 30721 |
| Wallonie | 47 850 | 98 557 | 46 881 | 97 202 | 47 824 | 95 536 |
| Libre non confes-sionnel | Bruxelles | 1 118 | 2 035 | 1087 | 2006 | 1092 | 1969 |
| Wallonie | 752 | 1 484 | 750 | 1507 | 746 | 1537 |
| **Total** | **Bruxelles** | **37 670** | **73 496** | **36 447** | **72328** | **35959** | **71232** |
| **Wallonie** | **123 183** | **242 513** | **121 678** | **239 199** | **124 570** | **235 855** |

#### Enseignement secondaire

Nombre d’élèves en secondaire ordinaire depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 15 janvier)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Réseaux |  | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | 14 056 | 14 366 | 14 462 | 14 680 |
| Wallonie | 70 296 | 70 970 | 71 966 | 71 391 |
| Officiel subventionné | Bruxelles | 18 585 | 19 131 | 19 603 | 19 683 |
| Wallonie | 35 875 | 36 343 | 35 993 | 36 458 |
| Libre confessionnel | Bruxelles | 43 503 | 44 426 | 45 466 | 45 689 |
| Wallonie | 173 147 | 175 405 | 177 191 | 175 434 |
| Libre non confessionnel | Bruxelles | 3 108 | 3 504 | 3 696 | 3 827 |
| Wallonie | 1 175 | 1 344 | 1 639 | 1 964 |
| **Total** | **Bruxelles** | **79 252** | **81 427** | **83 227** | **83 879** |
| **Wallonie** | **280 493** | **284 062** | **286 789** | **285 247** |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Réseaux |  | **2022-2023** | **2023-2024** | **2024-2025** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | 14 834 | 15 258 | 15 123 |
| Wallonie | 70 033 | 70 542 | 69 838 |
| Officiel subventionné | Bruxelles | 19 948 | 20 206 | 20 081 |
| Wallonie | 36 324 | 37 193 | 36 743 |
| Libre confessionnel | Bruxelles | 45 679 | 46 506 | 46 714 |
| Wallonie | 173 367 | 174 125 | 172 856 |
| Libre non confessionnel | Bruxelles | 3 799 | 3 830 | 3 756 |
| Wallonie | 2 320 | 2 483 | 2 753 |
| **Total** | **Bruxelles** | **84 260** | **85 800** | **85 674** |
| **Wallonie** | **282 044** | **284 343** | **282 190** |

### Enseignement spécialisé

#### Enseignement fondamental

Nombre d’élèves dans l’enseignement fondamental spécialisé depuis 2018-2019

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réseaux** |  | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022**  **-**  **2023** | **2023**  **-**  **2024** | **2024**  **-**  **2025** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | 356 | 356 | 333 | 361 | 351 | 344 | 340 |
| Wallonie | 4 517 | 4 549 | 4 165 | 4 245 | 4285 | 4404 | 4383 |
| Officiel subventionné | Bruxelles | 2 578 | 2 561 | 2 243 | 2 262 | 2137 | 2223 | 2269 |
| Wallonie | 3 631 | 3 641 | 3 223 | 3 209 | 2946 | 3268 | 3377 |
| Libre confessionnel | Bruxelles | 1 328 | 1 298 | 1 202 | 1 201 | 1056 | 1211 | 1082 |
| Wallonie | 6 181 | 6 302 | 5 565 | 5 638 | 5380 | 5688 | 5915 |
| Libre non confessionnel | Bruxelles | 654 | 649 | 619 | 615 | 636 | 639 | 645 |
| Wallonie | 398 | 400 | 359 | 425 | 333 | 443 | 465 |
| **Total** | **Bruxelles** | **4 916** | **4 864** | **4 397** | **4 439** | **4180** | **4417** | **4336** |
| **Wallonie** | **14 727** | **14 892** | **13 312** | **13 517** | **12944** | **13803** | **14140** |

### \*Chiffres certifiés au 15 janvier 2025 (sauf le type 5 au 30/09/2024)

#### Enseignement secondaire

Nombre d’élèves dans le secondaire spécialisé depuis 2018-2019

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réseaux** |  | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022**  **-**  **2023** | **2023**  **-**  **2024** | **2024**  **-**  **2025** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | 270 | 252 | 240 | 244 | 226 | 251 | 278 |
| Wallonie | 4 530 | 4 574 | 4519 | 4 422 | 4380 | 4503 | 4696 |
| Officiel subventionné | Bruxelles | 1 018 | 1 037 | 1 025 | 1 023 | 889 | 984 | 966 |
| Wallonie | 2 866 | 2 848 | 2 802 | 2 723 | 2511 | 2788 | 2810 |
| Libre confessionnel | Bruxelles | 1 564 | 1 566 | 1 575 | 1 614 | 1520 | 1658 | 1860 |
| Wallonie | 7 337 | 7 436 | 7 291 | 7 149 | 6779 | 7038 | 6891 |
| Libre non confessionnel | Bruxelles | 355 | 353 | 345 | 349 | 340 | 332 | 335 |
| Wallonie | 606 | 599 | 568 | 561 | 498 | 520 | 535 |
| **Total** | **Bruxelles** | **3 207** | **3 208** | **3 185** | **3 230** | **2975** | **3225** | **3439** |
| **Wallonie** | **15 339** | **15 457** | **15 180** | **14 855** | **14168** | **14849** | **14932** |

### \*Chiffres certifiés au 15 janvier 2025 (sauf le type 5 au 30/09/2024)

## Les élèves primo-arrivants, DASPA[[7]](#footnote-7) et FLA[[8]](#footnote-8)

### Nombre de DASPA

#### Enseignement fondamental

* En **2024-2025, 202 DASPA** étaient organisés au 1er octobre 2024, et **206 DASPA** étaient organisés à la fin de l’année scolaire 2024-2025 ;
* En **2023-2024, 189 DASPA** étaient organisés au 1er octobre 2023, et **197** **DASPA** étaient organisés à la fin de l’année scolaire 2023-2024 ;

En **2022-2023, 211 DASPA** étaient organisés (204 au 30/09/22 et 211 en fin d’année scolaire) ;

* En **2021-2022, 143 DASPA** étaient organisés ;
* En **2020-2021, 88 DASPA** étaient organisés ;
* En **2019-2020, 76 DASPA** étaient organisés ;
* En **2018-2019, 34 DASPA** étaient organisés.

#### Enseignement secondaire

* **En 2024-2025**, **80 DASPA** étaient organisés au 1er octobre 2024 ;
* **En 2023-2024**, **82 DASPA** étaient organisés ;
* **En 2022-2023, 86 DASPA** étaient organisés ;
* **En 2021-2022**, **84 DASPA** étaient organisés ;
* **En 2020-2021, 63 DASPA** étaient organisés ;
* **En 2019-2020, 53 DASPA** étaient organisés ;
* **En 2018-2019, 44 DASPA** étaient organisés.

### Nombre de FLA

#### Enseignement fondamental

En 2024-2025, 1329 écoles organisaient un dispositif FLA

En 2023-2024, 1481 écoles organisaient un dispositif FLA au 30 septembre 2023

#### Enseignement secondaire

En 2024-2025, 278 écoles organisaient un dispositif FLA.

### Nombre d’élèves concernés par le DASPA et le FLA en Fédération Wallonie-Bruxelles (au 1er octobre 2024)

#### Enseignement fondamental

* Au 1er octobre 2024, il y avait 3734 élèves en DASPA, 5928 élèves FLA, 7228 élèves PA[[9]](#footnote-9) et 1715 élèves APA[[10]](#footnote-10)
* Au 1er octobre 2023, 3691 élèves étaient accueillis en DASPA
* Au 1er octobre 2023, 6880 élèves étaient reconnus comme FLA
* 6432 élèves PA/APA étaient dans un dispositif FLA

#### Enseignement secondaire

* Au 1er octobre 2024, 3263 élèves étaient accueillis en DASPA ;
* Au 1er octobre 2024, 975 élèves étaient accueillis en dispositif FLA.

### Évolution ces dernières années

#### Enseignement fondamental

* Au 1er octobre 2018, une moyenne de 488 élèves primo-arrivants étaient accueillis dans un DASPA.
* Au 1er octobre 2019, 1 226 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.
* Au 1er octobre 2020, 1 467 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.
* Au 30 juin 2022, 2 204 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.
* En 2021-2022, l’augmentation s’explique par l’arrivée des élèves ukrainiens dans les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles.
* Au 1er octobre 2022, 3576 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.
* Au 1er octobre 2023, 3691 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.
* Au 1er octobre 2024, élèves 3734 primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.

#### Enseignement secondaire

* Au 1er octobre 2018, une moyenne de 1 282 élèves primo-arrivants étaient accueillis dans un DASPA.
* Au 1er octobre 2019, 1 931 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.
* En 2018-2019, cette augmentation s’explique principalement par deux éléments :
  + D’une part, le mode de calcul qui, jusqu’en 2018-2019, se basait sur une moyenne mensuelle lissée sur deux années scolaires a été revu. Depuis l’année scolaire 2019-2020, c’est le nombre d’élèves primo-arrivants et/ou assimilés aux primo-arrivants inscrits en DASPA au 30 septembre qui détermine le calcul des périodes d’encadrement.
  + D’autre part, l’augmentation du nombre d’élèves peut également s’expliquer par l’identification des élèves assimilés aux primo-arrivants qui, dans l’enseignement fondamental, ne pouvaient pas accéder au DASPA avant l’année scolaire 2019-2020.
* Au 1er octobre 2020, 2 050 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 236 dans un dispositif FLA.
* En 2020-2021, l’augmentation du nombre d’élèves inscrits en DASPA s’explique par l’arrivée des nouveaux élèves primo-arrivants et assimilés primo-arrivants, mais également par les crises afghane et ukrainienne.
* Au 1er octobre 2021, 2182 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 614 dans un dispositif FLA.
* Au 1er octobre 2022, 3576 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 5673 dans un dispositif FLA.
* Entre le 1er octobre 2021 et 1er octobre 2022, il y a eu une augmentation du nombre d’élèves assimilés, mais c’est le nombre de primo-arrivants qui présente la plus forte augmentation (le nombre de primo-arrivants a plus que doublé en maternel et en primaire, et a presque triplé en DASPA).
* Au 1er octobre 2023, 3648 primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 1334 dans un dispositif FLA.
* Au 1er octobre 2024, 3263 primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 975 dans un dispositif d’accompagnement FLA.

## Nombre d’internats et d’internes en Fédération Wallonie-Bruxelles

### Internats de l’enseignement ordinaire

#### Enseignement fondamental

Nombre d’internats par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 15 janvier)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réseaux** |  | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022-2023** | **2023-2024** | **2024-2025** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | - | - | - | - | - | - | - |
| Wallonie | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Libre confessionnel | Bruxelles | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Wallonie | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| **Total** | **Bruxelles** | **1** | **1** | **1** | **1** | **1** | **1** | **1** |
| **Wallonie** | **3** | **3** | **3** | **3** | **3** | **3** | **3** |

Nombre d’internes par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 15 janvier)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réseaux** |  | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022-2023** | **2023-2024** | **2024-2025** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | - | - | - | - | - | - | - |
| Wallonie | 79 | 75 | 60 | 76 | 78 | 66 | 71 |
| Libre confessionnel | Bruxelles | 68 | 68 | 72 | 75 | 61 | 60 | 85 |
| Wallonie | 76 | 78 | 78 | 87 | 90 | 95 | 85 |
| **Total** | **Bruxelles** | **68** | **68** | **72** | **75** | **61** | **60** | **85** |
| **Wallonie** | **155** | **153** | **138** | **163** | **168** | **161** | **156** |

NB : un internat du fondamental peut accueillir des élèves d’autres niveaux d’enseignement (secondaire et/ou supérieur)

#### Enseignement secondaire

Nombre d’internats par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 1er octobre)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réseaux** |  | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022-2023** | **2023-2024** | **2024-2025** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| Wallonie | 51 | 51 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| Officiel subventionné | Bruxelles | - | - | - | - | - | - |  |
| Wallonie | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 |
| Libre confessionnel | Bruxelles | - | - | - | - | - | - |  |
| Wallonie | 33 | 32 | 32 | 31 | 31 | 31 | 30 |
| **Total** | **Bruxelles** | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| **Wallonie** | 98 | 97 | 96 | 95 | 95 | 95 | 94 |

Nombre d’internes par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 1er octobre)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réseaux** |  | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022-2023** | **2023-2024** | **2024-2025** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | 308 | 294 | 283 | 287 | 296 | 298 | 301 |
| Wallonie | 3 647 | 3 572 | 3 306 | 3 554 | 3 637 | 3 653 | 3 946 |
| Officiel subventionné | Bruxelles | - | - | - | - | - | - | - |
| Wallonie | 1 107 | 1 109 | 1 141 | 1 219 | 1 265 | 1 190 | 1375 |
| Libre confessionnel | Bruxelles | - | - | - | - | - | - | - |
| Wallonie | 2 701 | 2 642 | 2 488 | 2 500 | 2 440 | 2 407 | 2539 |
| **Total** | **Bruxelles** | **308** | **294** | **283** | **287** | **296** | **298** | **301** |
| **Wallonie** | **7 455** | **7 323** | **6 935** | **7 273** | **7 342** | **7 250** | **7 559** |

NB : Un internat du secondaire peut accueillir des élèves d’autres niveaux d’enseignement (fondamental et/ou supérieur)

### Internats de l’enseignement spécialisé

Dans l’enseignement spécialisé, on peut considérer qu’il y a 22 internats (21 structures d’accueil dont l’une d’elles compte deux implantations). Les chiffres sont restés stables ces dernières années.

Voici la population pour le spécialisé (les structures d’accueil n’existent qu’à WBE dans le spécialisé).

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Réseaux |  | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022-2023** | **2023-2024** | **2024-2025** |
| Wallonie Bruxelles Enseignement | Bruxelles | - | - | - | - | - | - | - |
| Wallonie | 1413 | 1395 | 1248 | 1311 | 1322 | 1322 | 1322 |
| Officiel subventionné | Bruxelles | - | - | - | - | - | - | - |
| Wallonie | - | - | - | - | - | - | - |
| Libre confessionnel | Bruxelles | - | - | - | - | - | - | - |
| Wallonie | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total** | **Bruxelles** | - | - | - | - | - | - | - |
| **Wallonie** | **1413** | **1395** | **1248** | **1311** | **1322** | **1322** | **1322** |

## Immersion linguistique et choix de seconde langue

### Immersion linguistique

### Enseignement fondamental ordinaire

Nombre d’implantations organisant l’immersion en Fédération Wallonie-Bruxelles

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Langue d’immersion** | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022-2023** | **2023-2024** | **2024-2025** |
| Allemand | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 6 |
| Néerlandais | 140 | 139 | 140 | 141 | 141 | 143 | 153 |
| Anglais | 55 | 60 | 62 | 69 | 70 | 72 | 72 |
| **Total** | **202** | **206** | **209** | **217 (\*)** | **218** | **222** | **231** |

Nombre d’élèves suivant l’immersion au 1er octobre (il s’agit du nombre d’élèves au *1er octobre* déclaré en immersion par les écoles, par langue immersive et par année d’études.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Langue d’immersion** | **2018-2019** | | **2019-2020** | | **2020-2021** | | **2021-2022** | |
| **3e Maternel** | **Primaire** | **3e Maternel** | **Primaire** | **3e Maternel** | **Primaire** | **3e Maternel** | **Primaire** |
| Allemand | 89 | 700 | 74 | 566 | 82 | 558 | 61 | 479 |
| Anglais | 909 | 4 988 | 1 072 | 5019 | 1 093 | 5 409 | 1 236 | 5 707 |
| Néer-landais | 2 684 | 13 192 | 2 704 | 13 830 | 2 596 | 14 078 | 2 611 | 14 563 |
| **Total** | **3682** | **18 880** | **3 850** | **19 415** | **3 771** | **20 045** | **3 908** | **20 749** |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Langue d’immersion** | **2022-2023** | | **2023-2024** | | **2024-2025** | |
| **3e Maternel** | **3e Maternel** | **3e Maternel** | **Primaire** | **3e Maternel** | **Primaire** |
| Allemand | 93 | 93 | 79 | 524 | 66 | 501 |
| Anglais | 1 294 | 1 294 | 1238 | 6399 | 1298 | 6259 |
| Néerlandais | 2 669 | 2 669 | 2517 | 14327 | 2686 | 14698 |
| **Total** | **4 056** | **4 056** | **3834** | **21250** | **4050** | **21458** |

#### Enseignement secondaire ordinaire

Nombre d’établissements organisant l’immersion en Fédération Wallonie-Bruxelles

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Langue d’immersion | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022-2023** | **2023-2024** | **2024-2025** |
| Allemand | 6 | 7 | 7 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| Néerlandais | 82 | 86 | 83 | 82 | 84 | 76 | 80 |
| Anglais | 50 | 51 | 49 | 51 | 55 | 55 | 54 |
| **Total (\*)** | **121** | **125** | **125** | **125** | **130** | **126** | **126** |

(\*) *Les écoles organisant l’immersion en plusieurs langues ne sont comptabilisées qu’une seule fois dans la ligne du total.*

Nombre d’élèves suivant l’immersion au 1er octobre

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Langue d’immersion | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022-2023** | **2023-2024** | **2024-2025** |
| Allemand | 606 | 867 | 916 | 889 | 857 | 818 | 785 |
| Anglais | 5 121 | 7 607 | 8 286 | 8 847 | 9 289 | 9 745 | 10014 |
| Néerlandais | 8 854 | 9 870 | 10 679 | 10 157 | 10 144 | 10 003 | 9789 |
| **Total** | **14 581** | **18 344** | **19 881** | **19 893** | **20 290** | **20 566** | **20588** |

### Les cours de seconde langue

Les lois linguistiques imposent des obligations en matière d’enseignement d'une seconde langue :

* L’enseignement du néerlandais comme seconde langue est obligatoire dans les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
* L’enseignement du néerlandais est également obligatoire dans les communes wallonnes dites « de la frontière linguistique », c’est-à-dire Comines-Warneton, Mouscron, Flobecq et Enghien ;
* Dans les communes de Malmedy, Waimes, Baelen, Plombières et Welkenraedt, la seconde langue peut être soit l'allemand, soit le néerlandais ;
* Dans les autres communes wallonnes, la seconde langue peut être le néerlandais, l'anglais ou l'allemand.

Le choix entre 2 langues peut être proposé aux parents, après avoir pris l’avis du conseil de participation. Le choix ne peut jamais être proposé entre 3 langues modernes différentes.

**Nouveauté depuis l’année scolaire 2023-2024 : Dans la région de langue française, le cours de langue moderne est obligatoire à partir de la 3e année primaire, et doit être dispensé aux élèves à raison de 2 périodes hebdomadaires.**

#### Enseignement fondamental ordinaire

##### Nombre d’écoles organisant les cours de langue moderne en 2024-2025

Parmi les 1935 écoles, 1752 écoles organisent les cours de langue moderne[[11]](#footnote-11).

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **NL seulement** | **EN seulement** | **DE seulement** | **NL + EN** | **EN + DE** | **NL + DE** |
| Région wallonne | 734 | 481 | 32 | 228 | 8 | 1 |
| Bruxelles | 268 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | **1002** | **481** | **32** | **228** | **8** | **1** |

##### Nombre d’écoles organisant les cours de langue moderne en 2023-2024

Parmi les 1939 écoles, 1754 écoles organisent les cours de langue moderne[[12]](#footnote-12).

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **NL seulement** | **EN seulement** | **DE seulement** | **NL + EN** | **EN + DE** | **NL + DE** |
| Région wallonne | 673 | 459 | 32 | 311 | 9 | 2 |
| Bruxelles | 268 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | **941** | **459** | **32** | **311** | **9** | **2** |

##### Nombre d’écoles organisant les cours de langue moderne en 2022-2023

Parmi les 1942 écoles, 1751 écoles organisent les cours de langue moderne[[13]](#footnote-13).

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **NL seulement** | **EN seulement** | **DE seulement** | **NL + EN** | **EN + DE** | **NL + DE** |
| Région wallonne | 661 | 462 | 33 | 315 | 11 | 1 |
| Bruxelles | 268 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | **929** | **462** | **33** | **315** | **11** | **1** |

##### Nombre d’écoles organisant les cours de langue moderne en 2021-2022

Parmi les 1945 écoles, 1754 écoles organisent les cours de langue moderne.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **NL seulement** | **EN seulement** | **DE seulement** | **NL + EN** | **EN + DE** | **NL + DE** |
| Région wallonne | 663 | 445 | 32 | 331 | 15 | 1 |
| Bruxelles | 267 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | **930** | **445** | **32** | **331** | **15** | **1** |

##### Nombre d’écoles organisant les cours de langue moderne en 2020-2021

Parmi les 1947 écoles, 1758 écoles organisent les cours de langue moderne.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **NL seulement** | **EN seulement** | **DE seulement** | **NL + EN** | **EN + DE** | **NL + DE** |
| Région wallonne | 672 | 423 | 34 | 350 | 11 | 0 |
| Bruxelles | 268 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | **940** | **423** | **34** | **350** | **11** | **0** |

##### Nombre d’écoles organisant les cours de langue moderne en 2019-2020

Parmi les 1 944 écoles, 1 751 écoles organisent les cours de langue moderne.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **NL seulement** | **EN seulement** | **DE seulement** | **NL + EN** | **EN + DE** | **NL + DE** |
| Région wallonne | 680 | 382 | 33 | 368 | 12 | 1 |
| Bruxelles | 265 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | **945** | **392** | **33** | **368** | **12** | **1** |

##### Nombre d’écoles organisant les cours de langue moderne en 2018-2019

Parmi les 1 928 écoles, 1 747 écoles organisaient les cours de langue moderne.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **NL seulement** | **EN seulement** | **DE seulement** | **NL + EN** | **EN + DE** | **NL + DE** |
| Région wallonne | 699 | 365 | 31 | 375 | 12 | 1 |
| Bruxelles | 264 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 963 | 365 | 31 | 375 | 12 | 1 |

#### Enseignement secondaire ordinaire

Nombres d’élèves ayant choisi le néerlandais, l’anglais ou l’allemand en 1re langue moderne dans l’enseignement général et technique de transition

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2019-2020** | | | **2020-2021** | | | **2021-2022** | | |
| **NL** | **EN** | **DE** | **NL** | **EN** | **DE** | **NL** | **EN** | **DE** |
| Bruxelles | 55 177 | - | - | 59 031 | - | - | 61 774 | - | - |
| Wallonie | 66 420 | 114 530 | 3 829 | 64 886 | 122 318 | 3 868 | 61 844 | 127 376 | 3 707 |
| **Total** | **121 597** | **114 530** | **3 829** | **123 917** | **122 318** | **3 868** | **123 618** | **127 376** | **3 707** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2022-2023** | | | **2023-2024** | | | **2024-2025** | | |
| **NL** | **EN** | **DE** | **NL** | **EN** | **DE** | **NL** | **EN** | **DE** |
| Bruxelles | 63 020 | - | - | 60 430 | - | - | 62 713 | - | - |
| Wallonie | 58 280 | 130 740 | 3 531 | 54263 | 128 582 | 3 227 | 52 657 | 134 160 | 3 151 |
| **Total** | **121 300** | **130 740** | **3 531** | **114 693** | **128 582** | **3 227** | **115 370** | **134 160** | **3 151** |

## Taux d’encadrement : ratios « Nombre d’élèves / Nombre d’ETP[[14]](#footnote-14) enseignants »

#### Nombres d’élèves par ETP enseignant, en distinguant les ETP enseignants totaux, les ETP hors DPPR[[15]](#footnote-15), et les ETP en fonction de recrutement réellement en activité dans l’école (face classe) -Situation au 1er octobre

Une image contenant texte, capture d’écran, Parallèle, nombre

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

* Les ETP totaux sont l’ensemble des ETP rémunérés appartenant à la catégorie du personnel enseignant, y compris les fonctions de sélection et de promotion (chefs d’atelier et chefs de travaux d’atelier, coordonnateurs CEFA et CTA, coordonnateurs d’un pôle territorial), présents ou non dans les écoles
* Les ETP hors DPPR sont les ETP totaux hormis ceux qui, en DPPR, sont définitivement absents des écoles
* Les ETP « face classe » sont les enseignants prestant dans une fonction de recrutement chargée de cours, réellement en activité dans l’école en octobre. Il s’agit des ETP enseignants qui ne sont ni en congé (sauf de courte durée), ni en disponibilité.

# Les personnels de l’enseignement

## Nombre de nouveaux enseignants

### Nombre de nouveaux enseignants (= ayant eu pour la première fois des prestations en tant qu'enseignant au cours de l'année scolaire)

Une image contenant texte, capture d’écran, nombre, Police

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

Il s’agit des personnes qui ont eu, pour la première fois, des prestations en tant qu’enseignant entre septembre et juin de chaque année scolaire, quelle que soit la durée de ces prestations. Les nombres englobent donc aussi bien des enseignants qui ont presté tout au long de l’année scolaire que des intérimaires qui n’ont effectué qu’un court remplacement ponctuel.

Les nombres d’ETP[[16]](#footnote-16) moyens correspondent à la moyenne des ETP prestés sur les 10 mois de septembre à juin.

## Données sur les enseignants de seconde carrière

Ci-dessous, l’évolution des primo-recrutements des enseignants de première carrière et ceux de seconde carrière, entre 2017-2018 et 2024-2025, par rapport à l’ensemble des enseignants primo-recrutés annuellement. Le critère utilisé est celui de l’âge : les enseignants de première carrière sont les membres du personnel ayant 24 ans maximum au moment du primo-recrutement, tandis que les enseignants de deuxième carrière sont ceux ayant 30 ans ou plus au moment du primo-recrutement.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Catégorie de personnel | Niveau/genre d'établissement | 2017-2018 | | 2018-2019 | | 2019-2020 | | 2020-2021 | |
| Nbre  de  MDP | Proportion | Nbre de MDP | Proportion | Nbre de MDP | Proportion | Nbre de MDP | Proportion |
| Enseignant | Fondamental ordinaire | 277 | 15,10% | 284 | 16,29% | 254 | 13,94% | 525 | 20,65% |
| Secondaire ordinaire | 672 | 31,94% | 611 | 32,14% | 648 | 35,53% | 866 | 36,11% |
| Spécialisé | 74 | 15,48% | 94 | 19,83% | 80 | 19,75% | 140 | 22,62% |
| Enseignement pour adultes | 55 | 41,98% | 52 | 43,33% | 66 | 51,56% | 53 | 46,49% |
| Supérieur - Hautes écoles | 209 | 74,11% | 182 | 76,47% | 205 | 75,65% | 227 | 71,84% |
| École supérieure des Arts | 45 | 80,36% | 42 | 75,00% | 36 | 81,82% | 42 | 89,36% |
| Artistique à horaire réduit | 44 | 35,48% | 54 | 36,99% | 57 | 45,24% | 75 | 43,60% |
| **TOTAL** (sans doubles comptages) | **1288** | **28,88%** | **1233** | **29,53%** | **1276** | **30,41%** | **1833** | **32,19%** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Catégorie de personnel | Niveau/genre d'établissement | 2021-2022 | | 2022-2023 | | 2023-2024 | | 2024-2025 | |
| Nbre  de  MDP | Proportion | Nbre de MDP | Proportion | Nbre de MDP | Proportion | Nbre de MDP | Proportion |
| Enseignant | Fondamental ordinaire | 359 | 18,13% | 335 | 17,36% | 474 | 24,16% | 517 | 26,66% |
| Secondaire ordinaire | 717 | 35,34% | 613 | 34,97% | 711 | 39,28% | 739 | 38,57% |
| Spécialisé | 117 | 24,63% | 88 | 20,80% | 101 | 27,67% | 119 | 31,90% |
| Enseignement pour adultes | 62 | 56,88% | 75 | 60,48% | 88 | 63,77% | 62 | 55,86% |
| Supérieur - Hautes écoles | 252 | 76,83% | 185 | 71,71% | 156 | 79,59% | 180 | 72,29% |
| École supérieure des Arts | 56 | 77,78% | 52 | 82,54% | 48 | 72,73% | 35 | 68,63% |
| Artistique à horaire réduit | 67 | 46,53% | 68 | 43,87% | 71 | 42,77% | 60 | 42,25% |
| **TOTAL** (sans doubles comptages) | **1540** | **32,95%** | **1345** | **31,43%** | **1564** | **36,17%** | **1630** | **36,80%** |

Ci-dessous, la répartition détaillée de ces enseignants de seconde carrière primo-recrutés (par rapport à l’ensemble des enseignants primo-recrutés annuellement) :

## Titres requis, suffisants, en pénurie et non listés

### Répartition des enseignants selon le titre détenu (requis, suffisant, pénurie ou non listé[[17]](#footnote-17))

Concernant la répartition des enseignants selon le titre détenu, il s’agit d’une statistique basée sur les enseignants **en janvier 2025** soumis au nouveau régime de la réforme des titres et fonctions (enseignants entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015).

En effet, pour ces enseignants, l’ensemble des fonctions définies par la réforme ainsi que les nouveaux barèmes ont été rigoureusement codifiés de telle sorte à pouvoir facilement déterminer à quel type de titre (requis, suffisant, pénurie ou non listé) ces derniers correspondent.

#### Répartition des enseignants entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015, par fonction dans le fondamental ordinaire et spécialisé, selon le titre détenu en janvier 2025

Une image contenant texte, capture d’écran, nombre, Parallèle

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

#### Répartition des enseignants entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015, par fonction dans le secondaire inférieur ordinaire et spécialisé, selon le titre détenu en janvier 2025

Une image contenant texte, capture d’écran, nombre, Parallèle

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

#### Répartition des enseignants entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015, par fonction dans le secondaire supérieur ordinaire et spécialisé, y compris fonctions transversales DI/DS[[18]](#footnote-18), selon le titre détenu en janvier 2025

Une image contenant texte, capture d’écran, nombre, Parallèle

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

## Nombre de personnels de l’enseignement en activité par réseau et catégorie

#### Une image contenant texte, capture d’écran, nombre, Parallèle Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.Nombre d'équivalents temps plein (ETP[[19]](#footnote-19)) en activité (hors DPPR[[20]](#footnote-20), missions, congés et disponibilités) dans un établissement d'enseignement (y compris les CEFA[[21]](#footnote-21)), un internat, un centre psychomédicosocial (CPMS) ou un Centre de dépaysement et de plein air (CDPA) en janvier 2025

Pour les chiffres antérieurs voir [les dossiers de presse des années précédentes](http://www.enseignement.be/index.php?page=27513#rentr%C3%A9e) :

* 2020-2021 : Dossier rentrée – 2021-2022 – page 30
* 2019-2020 : Dossier rentrée – 2020-2021 – page 14
* 2018-2019 : Dossier de presse – rentrée scolaire 2019-2020 – maj du 27/08/2019 – page 11

#### Nombre de personnes en activité (hors DPPR, missions, congés et disponibilités) dans un établissement d'enseignement, un internat, un CPMS ou un CDPA en janvier 2025

Une image contenant texte, capture d’écran, nombre, Parallèle

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

Pour les chiffres antérieurs voir [les dossiers de presse des années précédentes](http://www.enseignement.be/index.php?page=27513#rentr%C3%A9e) :

* 2020-2021 : Dossier rentrée – 2021-2022 – page 31
* 2019-2020 : Dossier rentrée – 2020-2021 – page 15
* 2018-2019 : Dossier de presse – rentrée scolaire 2019-2020 – maj du 27/08/2019 – page 12

## Personnels de l’enseignement hors DPPR par catégorie de personnel et statut

#### Nombre d'ETP hors DPPR (y compris missions et autres congés ou disponibilités rémunérés) dans un établissement d'enseignement, un internat, un CPMS ou un CDPA, selon le statut en janvier 2025

Une image contenant texte, capture d’écran, nombre, Parallèle

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

#### Pourcentages d'ETP hors DPPR (y compris missions et autres congés ou disponibilités rémunérés) dans un établissement d'enseignement, un internat, un CPMS ou un CDPA, selon le statut en janvier 2025

Une image contenant texte, capture d’écran, nombre, Parallèle

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

#### Nombre de personnes hors DPPR (y compris missions et autres congés ou disponibilités rémunérés) dans un établissement d'enseignement, un internat, un CPMS ou un CDPA, selon le statut en janvier 2025

Une image contenant texte, nombre, Parallèle, ligne

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

#### Pourcentage de personnes hors DPPR (y compris missions et autres congés ou disponibilités rémunérés) dans un établissement d'enseignement, un internat, un CPMS ou un CDPA, selon le statut en janvier 2025

Une image contenant texte, nombre, Parallèle, Police

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

# Absences

## Nombre de personnels de l’enseignement rémunérés, en congé ou disponibilité, par type de congé/disponibilité et catégorie de personnel

# 

### Une image contenant texte, Parallèle, capture d’écran, nombre Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.Nombre d'ETP rémunérés par la Fédération Wallonie-Bruxelles en congé (hormis les congés de maladie ne dépassant pas le quota), disponibilité ou prestations réduites, par catégorie de personnel

### Nombre de personnes rémunérés par la Fédération Wallonie-Bruxelles en congé (hormis les congés de maladie ne dépassant pas le quota), disponibilité ou prestations réduites, par catégorie de personnel

Une image contenant texte, capture d’écran, Parallèle, nombre

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

### Nombre de personnels en DDPR[[22]](#footnote-22), par type de DPPR et catégorie de personnel

#### Une image contenant texte, capture d’écran, nombre, Parallèle Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.Nombre d'ETP[[23]](#footnote-23) en DPPR par type et catégorie de personnel - Moyenne annuelle (septembre à juin)

#### Une image contenant texte, capture d’écran, nombre, Parallèle Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.Nombre de personnes en DPPR[[24]](#footnote-24) par type et catégorie de personnel - Moyenne annuelle (septembre à juin)

## Évolution des taux d’absence pour maladie

**Le fichier Excel** **en pièce jointe à ce dossier** fournit une analyse détaillée des taux d'absentéisme pour maladie parmi les personnels de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles sur une période allant de 2018 à 2025. Les données sont segmentées par niveau d’enseignement (fondamental, secondaire, spécialisé, promotion sociale, CPMS, hautes écoles, ESAHR/ESA[[25]](#footnote-25)) et regroupées dans un total global.

### Évolution des taux d’absentéisme (2018-2025)

* Les taux globaux passent de **7,24 % en 2018-2019** à **8,42 % en 2024-2025.**
* On observe une baisse en 2019-2020 (6,48 %), suivie d’une remontée progressive jusqu’à un maximum de **8,77 % en 2023-2024**, avant un léger recul en 2024-2025.
* Cette évolution est visible dans la plupart des niveaux d’enseignement, avec des amplitudes différentes selon les secteurs.

### Différences par niveau d’enseignement et catégorie de personnel

#### Fondamental ordinaire

* **Direction** : taux entre 9,99 % en 2018-2019 et 9,88 % en 2024-2025.
* **Enseignants** : de 7,70 % à 9,13 %.
* **Auxiliaires d’éducation** : de 6,02 % à 6,83 %.
* **Paramédical, social et psy.** : de 5,88 % à 6,40 %.
* **Administratifs** : de 3,79 % à 4,73 %.
* **Ouvriers** : de 6,84 % à 11,18 %.

#### Secondaire ordinaire

* **Direction** : de 6,01 % en 2018-2019 à 6,87 % en 2024-2025.
* **Enseignants** : de 7,05 % à 8,15 %.
* **Auxiliaires d’éducation** : de 8,00 % à 9,30 %.
* **Paramédical, social et psy.** : de 5,03 % à 6,21 %.
* **Administratifs** : de 8,24 % à 10,06 %.

#### Enseignement spécialisé

* **Direction** : taux de 9,63 % en 2018-2019 à 10,04 % en 2024-2025.
* **Enseignants** : de 7,16 % à 8,63 %.
* **Auxiliaires d’éducation** : de 8,62 % à 10,53 %.
* **Paramédical, social et psy.** : de 7,30 % à 7,76 %.
* **Administratifs** : de 6,56 % à 8,48 %.
* **Ouvriers** : de 8,29 % à 9,36 %.

Enseignement pour Adultes (anciennement enseignement de promotion sociale)

* **Direction** : de 3,35 % en 2018-2019 à 3,45 % en 2024-2025.
* **Enseignants** : de 5,74 % à 6,45 %.
* **Auxiliaires d’éducation** : de 8,64 % à 9,08 %.
* **Paramédical, social et psy.** : de 5,59 % à 6,45 %.
* **Administratifs** : de 5,11 % à 5,47 %.

#### CPMS

* **Direction** : de 5,09 % en 2018-2019 à 6,13 % en 2024-2025.
* **Enseignants** : de 6,85 % à 8,23 %.
* **Personnel technique des CPMS** : de 7,98 % à 9,06 %.
* **Paramédical, social et psy.** : de 8,34 % à 10,17 %.
* **Administratifs** : de 6,74 % à 8,09 %.

#### Hautes écoles

* **Direction** : de 2,39 % en 2018-2019 à 3,10 % en 2024-2025.
* **Enseignants** : de 4,79 % à 5,46 %.
* **Paramédical, social et psy.** : de 5,25 % à 6,34 %.
* **Administratifs** : de 5,14 % à 5,66 %.

ESAHR + ESA(Enseignement secondaire artistique à horaire réduit et Écoles supérieures des Arts)

* **Direction** : de 3,55 % en 2018-2019 à 3,45 % en 2024-2025.
* **Enseignants** : de 4,80 % à 5,16 %.
* **Paramédical, social et psy.** : de 5,02 % à 5,72 %.
* **Administratifs** : de 5,64 % à 6,41 %.

### Analyse par région et par sexe

#### Par région

* **Bruxelles-Capitale** (total toutes catégories) : de 6,51 % en 2018-2019 à 8,12 % en 2024-2025.
* **Wallonie** (total toutes catégories) : de 9,06 % en 2018-2019 à 9,18 % en 2024-2025.

Par sexe (tous personnels confondus), d’après les données disponibles 2024-2025 (mois septembre à mai)

* **Personnel de direction** : femmes autour de 7,3 à 10,7 %, hommes entre 6,7 et 8,8 %.
* **Enseignants** : femmes entre 7,2 et 9,9 %, hommes entre 5,3 et 7,7 %.
* **CPMS** : femmes entre 7,7 et 11,1 %, hommes entre 7,3 et 9,8 %.

# Couts de l’enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles

## Couts : globaux, par élèves ou étudiants et traitements du personnel

En 2024, la Fédération Wallonie-Bruxelles a consacré **10 683,9 millions €** à son système éducatif.

La dépense moyenne par élève/étudiant varie de 5 500 € à 9 600 € du maternel au secondaire ordinaire et de 8 100 € à 10 000 € dans l’enseignement supérieur.

L’enseignement spécialisé coute quant à lui 25 200 € par élève.

Ainsi, une scolarité menée sans redoublement de l’entrée en maternelle au terme de l’enseignement secondaire supérieur s’évalue à 111 000 € par élève (à charge de la Fédération Wallonie-Bruxelles).

Sans redoublement, le cout moyen de ce parcours prolongé jusqu’au titre de bachelier professionnalisant s’élève à 135 000 € tandis qu’un parcours menant au master varie de 151 000 à 161 000 €, respectivement hors ou au sein d’une université.

L’échec scolaire a généré un surcout d’environ 402 millions € dans l’enseignement obligatoire ordinaire de plein exercice.

## Répartition globale des dépenses

* **Dépenses totales de l’enseignement** : 10,68 milliards €, soit **73,4 %** du budget total de la Fédération Wallonie-Bruxelles (14,55 milliards €).
* **Traitements du personnel** : 7,65 milliards €, soit **80,6 %** des dépenses globales d’enseignement (hors universités qui gèrent elles-mêmes les salaires).
* Les autres dépenses concernent le fonctionnement (infrastructures, matériel, services communs …).

## Répartition par niveau d’enseignement

(en montants et en % des dépenses globales)

* **Maternelle** : 914,6 millions d’euros (M€) (9,1 %)
* **Primaire** : 1 922 M€ (19,1 %)
* **Secondaire** : 3 474,2 M€ (34,6 %)
* **Spécialisé** : 81,9 M€ (0,8 %)
* **Supérieur hors université** : 876,8 M€ (8,7 %)
* **Universités** : 808,7 M€ (8,1 %)
* **Enseignement secondaire artistique, Enseignement pour Adultes et Enseignement à distance** : 1 190,1 M€ (11,9 %)
* **Enseignement en alternance**: 81 894 M€ (0,8%)
* Autres postes (**centres PMS, fonds bâtiments scolaires**) complètent la répartition : 393,61 M€ (3,6%)

Coût annuel moyen par élève/étudiant en 2023-2024  
(uniquement à charge de la Fédération Wallonie-Bruxelles)

* Maternelle ordinaire : **5 548 €**
* Primaire ordinaire : **6 163 €**
* Secondaire ordinaire : **9 557 €**
* Spécialisé : **25 172 €**
* Supérieur hors université : **8 087 €**
* Universités : **10 037 €**

## Total des traitements liquidés aux personnels des établissements scolaires

* **Maternelle** : 795,74 millions d’euros (M€) (87 %)
* **Primaire** : 1 671,12 M€ (87 %)
* **Secondaire** : 3 057,31 M€ (88 %)
* **Spécialisé** : 74,52 M€ (91 %)
* **Supérieur hors université** : 666,38 M€ (76 %)
* **Enseignement secondaire artistique, Enseignement pour Adultes et Enseignement à distance** : 1 166,27 M€ (98 %)

### Coût du redoublement et du retard scolaire dans l’enseignement obligatoire (2023-2024)

* Surcoût total dans l’enseignement obligatoire ordinaire : **environ 402 millions d’euros (M€) :**
  + Maternelle : 1,0 M€ (178 élèves maintenus en 3e maternelle ou orientés dans le spécialisé)
  + Primaire : 46,8 M€ (taux d’échec de 2,4 % en 2023-2024)
  + Secondaire : 355,3 M€ (taux d’échec de 10,2 % en 2023-2024)

Ces surcouts sont sous-estimés au secondaire puisque l’échec s’observe majoritairement dans l’enseignement qualifiant, plus financé. Enfin, il y a lieu de relativiser le cout net de l’échec scolaire à charge de la Fédération Wallonie-Bruxelles par le taux de sortie qu’il génère.

#### Évolution des dépenses par élève ou étudiant

Les dépenses par élève ont augmenté de manière significative au cours des dix dernières années, à prix constants, en particulier dans l’enseignement maternel (**+27,4 %**), spécialisé (**+25,2 %**) et dans le supérieur hors université (**+11,4 %**).

L’enseignement primaire a enregistré une hausse de **+9,9 %**, tandis que le secondaire ordinaire est resté quasi stable (**+1,3 %**).

À l’université, le coût par étudiant a diminué de **–13,6 %**, principalement en raison d’une forte hausse des effectifs combinée au financement par enveloppe fermée.

#### Évolution des dépenses allouées

Dans l’enseignement ordinaire, les dépenses ont progressé de **+11,4 %** au niveau maternel, **+8,0 %** en primaire et **+4,8 %** en secondaire.  
Sur la même période, les effectifs ont reculé de **–12,5 %** au niveau maternel, **–1,7 %** en primaire et augmenté de **+3,4 %** en secondaire.

L’enseignement spécialisé a vu ses moyens croître de **+23,3 %** malgré une baisse de **–1,5 %** des élèves.

Dans le supérieur, les hausses sont de **+16,7 %** en hautes écoles et écoles supérieures des arts et de **+11,6 %** en universités, avec des effectifs en hausse de **+4,8 %** et **+29,2 %** respectivement. La hausse des étudiants combinée à un financement par enveloppe fermée réduit le budget disponible par étudiant.

# Parcours et dispositifs d’enseignement spécifiques

## Les centres d’éducation et de formation en alternance (CEFA)

Un Centre d’Éducation et de Formation en Alternance (CEFA) est une structure commune à plusieurs écoles qualifiantes d’enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de plein exercice qui souhaitent proposer à leurs élèves des formations en alternance. Toutefois, le CEFA a son siège administratif dans une école déterminée. Celle-ci est dénommée « établissement siège ». Les autres écoles qui participent à l’organisation de l’enseignement en alternance sont désignées comme des « établissements coopérants ».

Les CEFA proposent aux jeunes de 15 à 25 ans des formations qualifiantes dans l'enseignement secondaire technique de qualification et professionnel dès le 2e degré. Chaque formation permet au jeune de combiner l’apprentissage en CEFA (formation générale et professionnelle) avec le travail en entreprise. Il est d’ailleurs rémunéré pour ce dernier en fonction de son âge et niveau de formation.

Nombre de CEFA, d’établissements sièges ou coopérants et d’élèves inscrits dans les CEFA :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Date de comptage** | **Année scolaire** | **Nombre de CEFA** | **Nombre d'établissements (siège et coopérant)** | **Nombre d'élèves** |  |
|  | **15-janv-25** | 2024-2025 | 43 | 129 | 8626 |  |
|  | **15-janv-24** | 2023-2024 | 43 | 125 | 8609 |  |
|  | **15-janv-23** | 2022-2023 | 43 | 122 | 8289 |  |
|  | **15-janv-22** | 2021-2022 | 43 | 118 | 8721 |  |
|  | **15-janv-21** | 2020-2021 | 43 | 117 | 8663 |  |
|  | **15-janv-20** | 2019-2020 | 43 | 120 | 9107 |  |
|  | **15-janv-19** | 2018-2019 | 43 | 116 | 8863 |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

Tous les CEFA relèvent de l’enseignement secondaire ordinaire. Aucune école de l’enseignement spécialisé n’est *établissement-siège* d’un CEFA, mais plusieurs écoles sont toutefois des *établissements-coopérants*.

Il y a néanmoins des élèves issus de l’enseignement spécialisé qui fréquentent des CEFA. Ce nombre d’élèves est inclus dans le tableau général précédent.

Nombre d’élèves dans le secondaire spécialisé en alternance depuis 2018-2019

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Réseaux | 2018-2019 | 2019-2020 | 2020-2021 | 2021-2022 | 2022-2023 | 2023-2024 | 2024-2025 |
| Wallonie-Bruxelles Enseignement | 55 | 40 | 38 | 40 | 62 | 73 | 27 |
| Officiel libre subventionné | 14 | 25 | 21 | 28 | 25 | 24 | 21 |
| Libre confessionnel subventionné | 177 | 176 | 185 | 164 | 188 | 203 | 87 |
| Libre non confessionnel | 7 | 4 | 2 | 2 | 4 | 0 | 1 |
| TOTAL | 253 | 245 | 246 | 224 | 279 | 300 | 136**[[26]](#footnote-26)** |

## L’Enseignement pour Adultes (EA)

L’éducation et la formation tout au long de la vie[[27]](#footnote-27) occupent une place centrale dans notre société, car elles offrent aux adultes la possibilité d’acquérir une formation initiale, mais aussi de se perfectionner, de se réorienter ou de se reconvertir dans des domaines variés de qualification.

L’Enseignement pour Adultes (EA) en Fédération Wallonie-Bruxelles s’inscrit pleinement dans cette logique. Le [décret du 16 avril 1991](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=16184&referant=l02&bck_ncda=16184&bck_referant=l00), qui encadre cet enseignement, en définit d’ailleurs deux finalités principales :

1. Concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
2. Répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels.

Les formations proposées couvrent l’ensemble des niveaux d’enseignement : secondaire inférieur et supérieur, ainsi qu’enseignement supérieur de type court ou long. Elles donnent accès à des certifications reconnues, équivalentes à celles délivrées dans l’enseignement obligatoire ou supérieur de plein exercice. Selon la formation suivie, différents types de certifications peuvent être obtenus : diplômes, certificats (CEB, CE2D, CESS, certificat de qualification), ou attestations de réussite.

Par ailleurs, cet opérateur est seul habilité à dispenser certaines formations spécifiques, telles que la maréchalerie ou la maroquinerie. Il délivre également des titres permettant soit l’accès à des professions réglementées exigeant un titre particulier, soit une meilleure reconnaissance salariale.

Cela concerne notamment les connaissances en gestion de base, le CAP (certificat d’aptitude pédagogique), le CAPAES (certificat d’aptitude pédagogique pour l’enseignement supérieur), l’aptitude à accompagner les élèves à besoins spécifiques, les aides-soignants, les bibliothécaires brevetés, les géomètres-experts, les conseillers en prévention, ainsi que les cadres du secteur non marchand.

Les établissements d’EA disposant de l’habilitation pour organiser une section d’enseignement supérieur sont officiellement reconnus comme établissements d’enseignement supérieur.

L’EA fonctionne selon une approche modulaire, permettant à chacun de construire son parcours à son propre rythme et de l’adapter à ses contraintes personnelles et professionnelles. Les études sont organisées en unités d’enseignement (UE), et l’obtention d’un titre requiert la réussite de toutes les UE prévues dans le dossier pédagogique de la formation, ainsi que la réalisation d’un travail de fin d’études (épreuve intégrée). La majorité des cursus intègrent également des modules de stage.

Autre avantage : les cours sont proposés en journée et/ou en soirée, offrant une grande flexibilité d’organisation.

### Le public de l’EA

Le public visé par l’EA est particulièrement diversifié. Toute personne n’étant plus soumise à l’obligation scolaire — à partir de 18 ans — peut y être admise, qu’elle soit sans emploi, en activité ou en recherche d’emploi. L’EA permet également de bénéficier du congé d’éducation payé, offrant ainsi aux travailleurs la possibilité de se former durant leurs heures de travail, tout en conservant leur rémunération.

En outre, certains établissements d’EA proposent des unités d’enseignement (UE) destinées à des publics spécifiques, comme des cours d’alphabétisation pour les personnes réfugiées. Ces formations peuvent être mises en place en collaboration avec des associations ou des autorités locales. L’EA est aussi actif dans les établissements pénitentiaires, où il organise des modules de formation à destination des détenus. Cet accompagnement peut se poursuivre en dehors des murs (extra-muros), afin de soutenir les justiciables ou ex-détenus dans la continuité ou la reprise d’un parcours de formation.

À partir de la rentrée scolaire 2025/2026, l’EA va jouer un rôle essentiel dans l’accompagnement des élèves concernés par la limitation d’accès aux 7e années de technique de qualification et aux 7e années professionnelles (7TQ/7P) de l’enseignement secondaire de plein exercice et en alternance pour les élèves déjà diplômés de l’enseignement obligatoire (CESS ou CESS et CQ).

### Les établissements d’EA

L’EA regroupe actuellement 146 établissements répartis sur l’ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Certains de ces établissements proposent simultanément des formations relevant de l’enseignement secondaire et d’autres de l’enseignement supérieur.

Concernant ce dernier, un nombre significatif de cursus, pas moins de 365, bénéficient d’une habilitation délivrée conformément à l’article 88 du décret

« Paysage ».

### Des compétences pour la vie (Contrat 2035)

Sous l'impulsion de la ministre de l’Enseignement de promotion sociale, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles lance une réforme majeure intitulée **"Des compétences pour la vie : Contrat 2035 de l’Enseignement pour Adultes"**. Ce projet vise à faire de l’Enseignement de Promotion Sociale (EPS) un pilier central de l’éducation tout au long de la vie.

Trois axes principaux structurent cette réforme :

1. **Moderniser l’offre de formation** en intégrant les enjeux du numérique, l’évolution du marché du travail et les besoins socio-économiques.
2. **Améliorer l’accessibilité et l’attractivité de l’EPS**, en tenant compte des contraintes des adultes (emploi, famille, parcours de vie) pour leur offrir des formations plus flexibles et inclusives.
3. **Renforcer la gouvernance et la qualité** en clarifiant les objectifs pour les établissements, en simplifiant les tâches administratives et en instaurant une dynamique d’amélioration continue par les audits.

En résumé, le Contrat 2035 veut adapter l’enseignement pour adultes aux défis du 21e siècle et valoriser son rôle stratégique dans la société.

### Un site pour l’EA

L’EA dispose désormais de son propre [site internet](https://enseignementpouradultes.be/). Un moteur de recherches recense toutes les formations organisées dans les 146 établissements de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Il permet de faire le lien entre les formations proposées et les établissements qui les organisent.

Élaboré à destination du grand public, le site présente aussi l’organisation de l’EA, les modalités d’inscription, les secteurs d’activités, les possibilités de valorisation d’expériences, etc.

**Vous cherchez des chiffres sur l’Enseignement pour Adultes ?**

[Le site « statistiques.cfwb.be »](https://statistiques.cfwb.be/enseignement/promotion-sociale/) présente de manière dynamique les derniers chiffres ou données relatifs à l’EA : inscriptions, nombre d’étudiants, population enseignante, etc.

Concernant le budget de l’EA, rendez-vous également sur [le site « statistiques.cfwb.be »](https://statistiques.cfwb.be/enseignement/budget-de-lenseignement/ventilation-du-budget-global-education-enseignement-recherche-et-formation/)

## L’enseignement à domicile

### Introduction

La matière de l’enseignement à domicile est régie par les articles 1.7.1-12 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire[[28]](#footnote-28).

Ce Code a intégré les dispositions du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l’obligation scolaire en dehors de l’enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, à l’exception des règles prévues aux articles 19 et 20 qui seront abrogées progressivement avec l’entrée en vigueur du tronc commun.

Bien que la législation n’établisse aucune distinction à cet égard, l’enseignement dit « à domicile » recouvre, principalement, deux réalités :

* Les enfants instruits à domicile (enseignement à domicile au sens strict) ;
* Les enfants suivis par des structures d’enseignement collectif (communément appelées « écoles privées »). Ils sont assimilés aux élèves relevant de l’enseignement à domicile. Ex. : écoles préparatoires aux jurys de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pour pouvoir répondre à l’obligation scolaire par le biais de l’enseignement à domicile, les parents doivent faire parvenir une déclaration d’enseignement à domicile à l’Administration pour le 5 septembre au plus tard.

Ce délai peut être porté au 15 septembre de l’année scolaire visée si les parents peuvent démontrer que l’enfant était inscrit et fréquentait une école permettant de satisfaire à l’obligation scolaire depuis le début de l’année scolaire avant d’opter pour l’enseignement à domicile.

Ce délai est prolongé si l’enfant arrive de l’étranger et fixe sa résidence en Belgique après le 5 septembre.

Dans ces deux cas, les parents sont invités à prendre directement contact avec le service de l’enseignement à domicile pour connaître la procédure.

### Les chiffres de l’enseignement à domicile[[29]](#footnote-29)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2015-2016** | **2016-2017** | **2017-2018** | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** |
| À domicile | 845 | 875 | 1015 | 1072 | 1103 | 2416 |
| École privée | 385 | 397 | 366 | 648 | 836 | 771 |
| **Total** | **1230** | **1272** | **1381** | **1720** | **1939** | **3187** |
|  |  |  |  |  |  |  |

## 

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2021-2022** | **2022-2023** | **2023-2024** | **2024-2025** |
| À domicile | 2169 | 2 283 | 2172 | 2414 |
| École privée | 836 | 982 | 1016 | 1170 |
| **Total** | **3005** | **3 265** | **3188** | **3584** |

### Les conditions d’accès à l’enseignement domicile

L’enfant doit être en âge d’obligation scolaire et résider sur le territoire de la Région bruxelloise ou de la Région wallonne.

Si l’enfant est en âge de fréquenter l'enseignement maternel et primaire, il n'existe, a priori, aucune autre condition d’accès. À partir du niveau secondaire, pour pouvoir s’inscrire à l’enseignement à domicile, l’élève doit répondre aux conditions d’obtention des différentes épreuves certificatives reprises ci-dessous :

* Avoir obtenu le certificat d'études de base (C.E.B.) dans le courant de l'année scolaire durant laquelle l’enfant atteint l'âge de 12 ans ;
* Avoir obtenu le certificat d'enseignement secondaire du premier degré (C.E.1.D) dans le courant de l'année scolaire durant laquelle l’enfant atteint l'âge de 14 ans ;
* Avoir obtenu le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (C.E.2.D.) (ou une attestation d’orientation A ou B sanctionnant la fin de la 4e année de l’enseignement secondaire) dans le courant de l'année scolaire durant laquelle l’enfant atteint l'âge de 16 ans.

### Les contrôles du niveau des études

Les enfants inscrits à l’enseignement à domicile sont soumis à un contrôle du niveau des études au minimum au cours de l’année civile durant laquelle ils atteignent l’âge de 8 ans et de 10 ans.

Ils peuvent également être convoqués, à tout moment, d’initiative, à la demande du Gouvernement ou de la Commission de l’enseignement à domicile.

Le Service général de l’Inspection est chargé du contrôle du niveau des études. Il s’assure que l’enseignement dispensé permet à l’enfant soumis à l’obligation scolaire d’acquérir un niveau d’études équivalent aux référentiels visés, à l’article 1.7.1-14, §1er, du Code précité.

Les membres du Service général de l’Inspection s’assurent également que l’enseignement dispensé poursuit les objectifs définis à l’article 1.4.1-1 du Code, qu’il est conforme au titre II de la Constitution et ne prône pas des valeurs qui sont manifestement incompatibles avec la Convention de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950.

En pratique, les parents reçoivent une convocation à un contrôle du niveau des études au minimum un mois à l’avance. Durant ce contrôle, l’enfant va réaliser quelques tests écrits et peut être amené à répondre à des questions posées oralement. Il s’agit également d’une rencontre avec les parents qui vont alors expose, au Service général de l’Inspection la manière dont sont organisés les apprentissages de l’enfant.

Une fois le contrôle effectué, le Service général de l’Inspection émet un avis dans un rapport circonstancié qu’il transmet aux parents qui disposent de 10 jours pour apporter leurs commentaires et observations. C’est ensuite la Commission de l’enseignement à domicile, qui, sur base du rapport et des éventuelles remarques des parents, statue sur la conformité de l’enseignement prodigué. Si la Commission de l’enseignement à domicile rend une décision négative sur le contrôle du niveau des études, l’enfant devra être à nouveau contrôlé dans un délai de 2 à 6 mois. Si, au terme de ce 2e contrôle, la Commission décide à nouveau que l’encadrement pédagogique et le niveau atteint ne sont pas suffisants, l’enfant ne pourra pas poursuivre l’enseignement à domicile et devra impérativement être inscrit dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française ou permettant de satisfaire à l’obligation scolaire.

Il en va de même en cas d’absence au contrôle du niveau des études considérée comme injustifiée par la Commission de l’enseignement à domicile.

Vous trouverez plus d’informations sur l’enseignement à domicile

sur [nos pages « enseignement.be »](http://enseignement.be/index.php?page=28188)

## L’enseignement secondaire artistique à horaires réduits (ESAHR)

## 

### Le rôle et l’action de la Fédération Wallonie-Bruxelles

L’enseignement secondaire artistique à horaire réduit (ESAHR) est un enseignement subventionné non obligatoire. Il est régi par le [décret du 2 juin 1998](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_02.php?ncda=22233&referant=l05e) qui l’organise et lui confère des finalités et des structures propres.

La Communauté française agit en tant que pouvoir subventionnant et autorité de contrôle.

En tant que pouvoir subventionnant, elle prend à sa charge la totalité des traitements des directeurs et directeurs adjoints, des enseignants et des surveillants-éducateurs. Elle verse également aux pouvoirs organisateurs des subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement des écoles au prorata du nombre d’élèves inscrits et fréquentant régulièrement les cours.

Par les services de l’administration, elle exerce un contrôle pour s’assurer du respect des conditions légales et règlementaires permettant l’octroi et le maintien des subventions.

Par le service général de l’inspection, la Communauté française exerce un contrôle du niveau des études et des compétences à acquérir par les élèves dans le respect de la liberté des pouvoirs organisateurs en ce qui concerne l’organisation des cours, leurs contenus et le choix des méthodes pédagogiques utilisées.

### 

### Les finalités

L’ESAHR recouvre trois finalités essentielles :

1. Concourir à l’épanouissement des élèves en promouvant une culture artistique par l’apprentissage des divers langages et pratiques artistiques ;
2. Donner aux élèves les moyens et formations leur permettant d’atteindre l’autonomie artistique suscitant une faculté créatrice personnelle ;
3. Offrir un enseignement préparant des élèves à rencontrer les exigences requises pour accéder à l’enseignement supérieur artistique.

### 

### Les domaines d’enseignement

L’enseignement secondaire artistique à horaire réduit peut être dispensé dans les quatre domaines suivants :

1. Les arts plastiques, visuels et de l’espace
2. Les arts de la parole et du théâtre
3. La danse
4. La musique

### 

### Le nombre d’établissements

L’enseignement secondaire artistique à horaire réduit compte **111 établissements**.

## Les Jurys

### Présentation

Les jurys de la Communauté française forment une filière alternative qui permet d’obtenir les mêmes titres que ceux délivrés dans l’enseignement de plein exercice. Le [décret du 27 octobre 2016](https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/43450_000.pdf)[[30]](#footnote-30) précise que la direction[[31]](#footnote-31) des jurys de l’enseignement secondaire est habilitée à délivrer les titres suivants :

* Le certificat d’enseignement secondaire du premier degré (CE1D),
* Le certificat d’enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement général, technique et artistique de transition, technique et artistique de qualification et professionnel) (CE2D),
* Le certificat d’enseignement secondaire supérieur (enseignement général, technique et artistique de transition, technique et artistique de qualification et professionnel) (CESS),
* Le diplôme d’aptitude à accéder à l’enseignement supérieur (DAES),
* L’attestation de réussite de l’épreuve préparatoire donnant accès aux études de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux (Paramédical Bachelier),
* L’attestation de réussite de l’épreuve préparatoire donnant accès aux études d’infirmier hospitalier et d’infirmier hospitalier – orientation santé mentale et psychiatrie (Paramédical Brevet),
* Le certificat d’études de sixième année de l’enseignement secondaire professionnel (CE6P).

Les autres titres délivrés dans l’enseignement secondaire de plein exercice et non listés ci-dessus ne sont pas délivrés par cette direction.

Deux cycles d’examens sont organisés par année scolaire :

* Premier cycle : d’août à janvier
* Deuxième cycle : de février à juillet.

Les résultats sont notifiés au terme de chaque cycle, soit au plus tard le 31 janvier pour le cycle 1 et au plus tard le 31 juillet pour le cycle 2.

Les épreuves sont organisées pour chaque titre lors de chaque cycle sauf pour :

* Le CE1D qui n’est organisé que durant le cycle 2,
* Le DAES qui n’est organisé que durant le cycle 1 avec deux sessions consécutives.

### Quelques données chiffrées

Voici les chiffres des inscriptions **validées** depuis 2018-2019 :

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2018-2019 cycle 1** | **2018-2019 cycle 2** | **2019-2020 cycle 1** | **2019-2020 cycle 2** | **2020-2021 cycle 2[[32]](#footnote-32)** | **2021-2022 cycle 1** | **2021-2022 cycle 2** |
| CE1D | / | 273 | / | 245 | 335 | / | 349 |
| CE2D G | 122 | 200 | 142 | 218 | 196 | 153 | 228 |
| CE2D TT | 3 | 7 | 5 | 7 | 6 | 3 | 3 |
| CE2D TQ | 12 | 14 | 17 | 22 | 12 | 10 | 15 |
| CE2D P | 14 | 9 | 14 | 20 | 14 | 5 | 33 |
| CESS G | 389 | 651 | 540 | 690 | 685 | 483 | 710 |
| CESS TT | 43 | 24 | 16 | 25 | 19 | 9 | 10 |
| CESS TQ | 50 | 79 | 53 | 54 | 60 | 46 | 71 |
| CESS P | 275 | 409 | 291 | 475 | 499 | 361 | 521 |
| CE6P | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DAES I | 140 | / | 141 | 104 | / | 112 | / |
| DAES II | 131 | / | 82 | / | / | 96 | / |
| Bachelier | 16 | 24 | 15 | 25 | 13 | 3 | 28 |
| Brevet | 107 | 202 | 121 | 178 | 170 | 83 | 134 |
| Total | **1 302** | **1 892** | **1 437** | **2 063** | **2 009** | **1 364** | **2 102** |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2022-2023**  **cycle 1** | **2022-2023**  **cycle 2** | **2023-2024**  **cycle 1** | **2023-2024**  **cycle 2** | **2024-2025**  **cycle 1** | **2024-2025**  **cycle 2** |
| CE1D | / | 375 | / | 451 | / | 497 |
| CE2D G | 166 | 249 | 220 | 248 | 201 | 320 |
| CE2D TT | 1 | 4 | 4 | 6 | 5 | 10 |
| CE2D TQ | 10 | 16 | 14 | 21 | 15 | 37 |
| CE2D P | 24 | 39 | 17 | 20 | 14 | 26 |
| CESS G | 565 | 803 | 608 | 776 | 729 | 1038 |
| CESS TT | 11 | 16 | 14 | 19 | 20 | 61 |
| CESS TQ | 51 | 55 | 52 | 80 | 73 | 122 |
| CESS P | 412 | 616 | 385 | 688 | 548 | 898 |
| CE6P | 0 | 0 | 1 | 0 | / | / |
| DAES I | 159 | / | 163 | / | 133 | / |
| DAES II | 94 | / | 91 | / | 103 | / |
| Bachelier | 12 | 17 | 11 | 16 | 14 | 13 |
| Brevet | 60 | 122 | 71 | 97 | 51 | 120 |
| Total | **1 565** | **2 312** | **1 650** | **2 422** | **1 906** | **3 142** |

Dans les faits, ces chiffres sont légèrement plus élevés puisqu’ils ne prennent pas en compte les dossiers introduits qui ont mené à un refus d’inscription.

Les profils des candidats sont assez variés :

* Décrochage scolaire,
* À besoins spécifiques qui ne peuvent être pris en charge dans l’enseignement traditionnel,
* Travailleurs qui veulent évoluer dans leur carrière professionnelle,
* Inscrits en écoles privées,
* Dépendants de l’enseignement à domicile,
* Équivalence « non satisfaisante ».

Les candidats ne doivent pas justifier leur parcours scolaire. Il est donc difficile de chiffrer la proportion selon les cas.

Toutes les informations complémentaires

concernant les jurys sont à retrouver sur le site

<https://jurys.cfwb.be/jurys-secondaires>

notamment à propos de la séance d’information

obligatoire et préalable à l’inscription.

# Les certifications

### Les taux de réussites aux évaluations externes certificatives

Les évaluations externes certificatives sont des épreuves externes communes liées à l’octroi d’un certificat : le certificat d’études de base (CEB), l’épreuve certificative externe commune au terme de la troisième étape du continuum pédagogique (CE1D) et l'épreuve certificative externe commune au terme de l’enseignement secondaire supérieur (CESS).

### Objectif des épreuves

Les épreuves externes ont pour objectif essentiel d’évaluer équitablement les élèves sur la base d’un même examen. L’épreuve du CEB vise par ailleurs à certifier que les compétences de base à acquérir à la fin de la 6e année primaire sont atteintes. L’épreuve du CE1D vise à certifier que les compétences à acquérir en mathématiques, en sciences, en langues modernes et en français à la fin de la 2e année secondaire sont acquises. L’épreuve du CESS quant à elle vise à certifier certaines compétences à acquérir en français et en histoire au terme de l’enseignement secondaire.

Les consignes de passation, les questions et les critères de correction des épreuves sont identiques pour tous les élèves qui les présentent et la passation s’effectue de manière simultanée dans toutes les écoles en Fédération Wallonie-Bruxelles.

### Conception des épreuves

Les épreuves sont préparées avec deux ans d’avance. Derrière chaque évaluation externe se trouve un groupe de travail. Il est composé d’enseignant(e)s, de membres du Service général de l’Inspection, de conseillers et conseillères au soutien et à l’accompagnement et d’un(e) représentant(e) de l’Administration.

Sa mission est d’élaborer l’épreuve, les consignes de passation et de correction ainsi que les critères de réussite.

Les questions font l’objet d’une réflexion pédagogique approfondie et sont construites afin de garantir une qualité d’évaluation constante année après année. Elles visent à évaluer les compétences définies au sein des Socles de compétences (jusqu’en 2e secondaire) et des Compétences terminales. Toutefois, à partir de juin 2026, ce sont les attendus des nouveaux référentiels du tronc commun qui seront évalués, pour le CEB.

### Correction des épreuves

Pour le CEB, les corrections sont effectuées dans des centres de correction. Elles sont centralisées afin de garantir l’impartialité du processus et l’égalité de traitement entre les élèves. Les enseignants ne corrigent donc pas les copies de leurs élèves.

Pour les épreuves du secondaire, l’ensemble des enseignant(e)s des années concernées par les épreuves se chargent de la correction.

### Taux de réussite

Note préalable : Il faut rester prudent dans l’interprétation de l’évolution des résultats des épreuves externes, car il n’est pas possible d’y distinguer la part due à la variation du niveau des élèves de celle liée à la variation de la difficulté des épreuves.

### CEB

Le CEB est attribué obligatoirement aux élèves qui obtiennent au moins 50 % à chacune des matières évaluées.

***Taux de réussite\* à l’épreuve CEB des élèves de 6e année primaire***

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **2018** | **2019** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
| **Taux de réussite** | 90,6 % | 90,8 % | 88,3 % | 85,4 % | 88,2 % | 87,9 % | 86,9 % |

\* Le taux de réussite est calculé sur l’ensemble des élèves présents à l’entièreté de l’épreuve.

***Scores moyens par discipline (élèves de 6e primaire)***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Français** | **Mathématiques** | **Éveil** |
| **2018** | 75,9 % | 76,1 % | 68,8 % |
| **2019** | 71,1 % | 74,6 % | 76,3 % |
| **2020** | - | - | - |
| **2021** | 74,6 % | 71,1 % | 76,3 % |
| **2022** | 74,8 % | 71,4 % | 73,1 % |
| **2023** | 73,9 % | 73,6 % | 75,1 % |
| **2024** | 71,2 % | 74,3 % | 78,6 % |
| **2025** | 74,0 % | 75,8 % | 69,6 % |

### CE1D

Le conseil de classe **doit** considérer que les élèves qui obtiennent **au moins 50 %** à l’épreuve maitrisent les compétences attendues pour **la discipline concernée**. Pour les élèves qui n’ont pas satisfait ou qui n’ont pu participer à l’épreuve en totalité ou en partie, le conseil de classe peut estimer qu’il maitrise les compétences et les savoirs visés par l’épreuve, sur la base de leur dossierindividuel**.** Les résultats correspondent aux informations transmises à l’Administration par les établissements scolaires et ne sont pas exhaustifs.

***Taux de réussite\* à l’épreuve CE1D pour les élèves de 2e année commune et de 2e supplémentaire***

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2018** | **2019** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
| **Français** | 78,8 % | 70,9 % | 87,1 % | 81,2 % | 80,7 % | 85,2 % | \*\* |
| **Maths** | 54,0 % | 53,9 % | 51,1 % | 48,9 % | 58,2 % | 57,0 % | \*\* |
| **Sciences** | 54,4 % | 62,4 % | 76,2 % | 48,8 % | 82,5 % | 68,8 % | \*\* |
| **Langues modernes** | 55,3 % | 57,7 % | 64,8 % | 70,0 % | 71,1 % | 69,0 % | \*\* |

**\*** Le taux de réussite est calculé sur l’ensemble des élèves présents à l’entièreté de l’épreuve.

**\*\*** Les chiffres seront disponibles dans le courant du mois de septembre.

***Scores moyens à l’épreuve CE1D pour les élèves de 2e année commune et de 2e supplémentaire***

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2018** | **2019** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
| **Français** | 61,2 % | 58,0 % | 68,1 % | 63,3 % | 63,7 % | 66,1 % | **\*\*** |
| **Mathématiques** | 51,5 % | 51,1 % | 49,7 % | 47,4 % | 54,0 % | 52,6 % | \*\* |
| **Sciences** | 50,4 % | 53,1 % | 60,6 % | 48,1 % | 64,0 % | 55,5 % | \*\* |
| **Langues modernes** | 52,2 % | 53,7 % | 57,4 % | 60,9 % | 61,9 % | 60,1 % | \*\* |

**\*\*** Les chiffres seront disponibles dans le courant du mois de septembre.

### CESS

Le conseil de classe doit considérer que les élèves qui obtiennent au moins 50 % à l’épreuve maitrisent la ou les compétence(s) évaluée(s). Ces résultats seront intégrés à la moyenne de l’élève pour la discipline concernée. Pour les élèves qui n’ont pas satisfait ou qui n’ont pu participer à l’épreuve en totalité ou en partie, le conseil de classe peut estimer qu’il maitrise la ou les compétences) visée(s) par l’épreuve, sur la base de leur dossier individuel. Les résultats correspondent aux informations transmises à l’Administration par les établissements scolaires et ne sont pas exhaustifs.

***Taux de réussite\* aux épreuves CESS***

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2018** | **2019** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
| **Français qualification** | 76,2 % | 85,2 % | 78,5 % | 66,5 % | 74,8 % | 73,0 % | \*\* |
| **Français transition** | 90,1 % | 90,1 % | 88,6 % | 82,8 % | 85,1 % | 85,9 % | \*\* |
| **Histoire** | 85,7 % | 89,6 % | 87,2 % | 85,5 % | 86,5 % | 82,0 % | \*\* |

**\*** Le taux de réussite est calculé sur l’ensemble des élèves présents à l’entièreté de l’épreuve.

**\*\*** Les chiffres seront disponibles dans le courant du mois de septembre.

***Scores moyens aux épreuves CESS***

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2018** | **2019** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
| **Français qualification** | 60,0 % | 64,8 % | 61,4 % | 55,5 % | 58,4 % | 57,8 % | \*\* |
| **Français transition** | 69,8 % | 69,4 % | 68,4 % | 65,7 % | 66,7 % | 66,4 % | **\*\*** |
| **Histoire** | 63,4 % | 66,2 % | 64,0 % | 64,9 % | 66,5 % | 63,2 % | \*\* |

**\*\*** Les chiffres seront disponibles dans le courant du mois de septembre.

### Nouveautés pour l’année 2025-2026

Dès la rentrée scolaire 2025, les élèves de 6e année primaire sont sous le régime du tronc commun. Les contenus sont dès lors définis par les référentiels du tronc commun.

Compte tenu du temps nécessaire pour s’approprier et mettre en œuvre pleinement les apprentissages prévus par les nouveaux référentiels, particulièrement pour les nouvelles disciplines, une période transitoire visant à amener les changements progressivement est prévue pour les années scolaires 2025-2026 et 2026-2027.

L’épreuve CEB 2026 évaluera la maitrise des savoirs, savoir-faire et compétences attendus à l’issue de l’enseignement primaire, définis dans les référentiels du tronc commun, pour les 4 disciplines suivantes :

* Mathématiques
* Français
* Formation historique et géographique
* Sciences

La formation économique et sociale ainsi que les autres disciplines ne seront pas encore prises en compte dans l’épreuve 2026. Par ailleurs, l’épreuve portera uniquement sur les attendus de 6e année primaire.

L’épreuve de 2026 sera réussie si l’élève obtient au minimum 50 % dans chaque discipline évaluée.

Pour retrouver toutes les communications faites à propos

des épreuves externes (notes d’information, résultats complets,

communiqués de presse, etc.) depuis 2016, rendez-vous sur

[l’Espace presse d’enseignement.be](http://www.enseignement.be/index.php?page=27513#éval).

Vous pouvez également consulter les [pages dédiées aux explications](http://enseignement.be/index.php?page=26245&navi=2032)

sur les évaluations externes certificatives d’enseignement.be

# Les recours contre les décisions des conseils de classe

Évolution du nombre de recours externes contre les décisions du conseil de classe dans l’enseignement secondaire ordinaire

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2012-2013** | **2013-2014** | **2014-2015** | **2015-2016** | **2016-2017** | **2017-2018** | **2018-2019** | **2019-2020** |
| Nombre de dossiers | 1 286 | 1 390 | 1 415 | 1 435 | 1 393 | 1 501 | 1 616 | 1 711 |
| Non recevable - sans objet | 213 | 253 | 300 | 294 | 243 | 291 | 386 | 277 |
| Maintiens | 790 | 939 | 893 | 897 | 886 | 1 038 | 934 | 1 181 |
| Réformes | 283 | 198 | 222 | 244 | 234 | 172 | 296 | 253 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2020-2021** | **2021-2022** | **2022-2023** | **2023-2024** |
| Nombre de dossiers | 2 285 | 1 962 | 1951 | 2265 |
| Non recevable - sans objet | 298 | 354 | 355 | 308 |
| Maintiens | 1 530 | 1 177 | 1067 | 1503 |
| Réformes | 457 | 431 | 529 | 452 |

Entre l’année scolaire 2022-2023 et l’année scolaire 2023-2024, il y a donc eu une augmentation **de 16,09 %** des dossiers introduits auprès des conseils de recours.

Il n’est pas encore possible de donner des statistiques complètes pour l’année scolaire 2024-2025. Il faut attendre la seconde session (et ses éventuels recours).

Des statistiques définitives pour l’année scolaire 2024-2025 seront disponibles aux alentours du mois de décembre 2025.

Les conseils de recours sont souverains et déterminent eux-mêmes leur calendrier de travail.

Retrouvez toutes les infos et la réglementation

sur les recours contre les décisions des conseils de classe

dans l’enseignement secondaire ordinaire sur

[www.enseignement.be/recours](http://www.enseignement.be/recours)

# Les aides

## Les allocations d’études

### Quelques données chiffrées

La Direction des Allocations d'Études réceptionne plus de **166.994** demandes annuelles. (Chiffres de 2024-2025)

Leur analyse permet à plus de 69.845 élèves du secondaire et 51.459 étudiants du supérieur de condition peu aisée de bénéficier d'une allocation dans le cadre de leurs études. (Taux d’acceptation : 72,64% pour l’ensemble des demandes réceptionnées)

Introduction des demandesUne demande d’allocation d’études doit être introduite pour chaque élève ou étudiant et doit être réitérée chaque année scolaire ou académique. Les demandes sont traitées par ordre d'entrée chronologique.  
  
Cette année, le formulaire électronique sera mis en ligne **à partir du 8 juillet** et peut être complété du 8 juillet jusqu'au 31 octobre au plus tard (date limite d'introduction des demandes).   
La Direction des Allocations d’Études offre la possibilité d’introduire une demande d’allocation via un formulaire électronique ou par voie postale.

Le [formulaire "électronique"](https://allocations-etudes.cfwb.be/secondaire/formulaires/formulaire-electronique/) propose de nombreux avantages exclusifs :   
Une démarche **sans frais**, sécurisée et un traitement **plus rapide**.

Le [formulaire "papier/PDF"](https://allocations-etudes.cfwb.be/secondaire/formulaires/formulaire-papierpdf/) qui doit être envoyé par courrier postal (via le **paiement** d'un recommandé exclusivement).

Depuis le début de l’informatisation en 2011, le recours au formulaire électronique est en constante progression.  
Répartition entre le formulaire papier/électronique en 2024-2025 : **22% pour le papier** et **78% d’électronique**.

### Les conditions d’octroi

L’octroi d’une allocation d’études est soumis à plusieurs conditions. Le dossier est examiné par la Direction des Allocations d’Études sur bases de différents critères comme les revenus du ménage, le nombre de personnes à charge, les revenus cadastraux / loyers, la nationalité, le cursus éducatif de l’élève ou de l’étude, etc. Vous trouverez l’information complète sur le site internet des allocations d’études.

### Un centre d’appels pour les usagers

* Pour une **aide au remplissage du formulaire** de demande d’allocation d’études ou pour toute autre question. Du lundi au jeudi de 09h à 12h.  
  Composez le numéro du centre d'appel **0800 11 869**
* Pour le **suivi du dossier automatique** 24h/24 et 7j/7.  
  Composez le numéro **02 413 37 37**

Toutes les informations, conditions d’octrois

et démarches sont à retrouver sur

<https://allocations-etudes.cfwb.be>.

## Les mécanismes de gratuité

### Mise en œuvre de la gratuité scolaire dans l’enseignement fondamental ordinaire et spécialisé

Pour renforcer la gratuité d’accès à l’enseignement fondamental, la Fédération Wallonie-Bruxelles octroie des subventions ciblées aux écoles maternelles et primaires, couvrant non seulement les fournitures scolaires, mais aussi, le cas échéant, les activités scolaires, culturelles, sportives et les séjours pédagogiques avec nuitée(s).

#### Enseignement maternel

Une subvention dédiée garantit la gratuité effective en finançant les frais de fournitures et d’activités organisées (culture, sport, sorties avec nuitées, etc.). Les écoles ne peuvent facturer aucuns « frais cachés » aux parents. Une circulaire précise la liste d’achats pris en charge et les suppléments éventuellement à charge. Les établissements doivent justifier intégralement l’usage des fonds auprès des services gouvernementaux.

[Une circulaire](http://enseignement.be/index.php?page=26823&do_id=8412) (8157 du 24/6/2021) fournit toutes les informations utiles et propose une liste exemplative des achats autorisés. Elle précise aussi ce qui reste à charge des parents.

#### Enseignement primaire

Pour les élèves de P1 à P3 (primaire ordinaire) et les deux premiers degrés de maturité en spécialisée, une subvention spécifique finance les fournitures scolaires. En mars 2024, la réforme a étendu la mesure à la 3e primaire et à la maturité 2. La facturation aux familles de ces fournitures est désormais interdite. La subvention peut aussi couvrir, en complément, certaines activités pédagogiques et séjours. [Une circulaire](http://enseignement.be/index.php?page=26823&do_id=9461) (9206 du 22/03/2024) définit les frais autorisés (à leur coût réel), ceux facultatifs (désormais interdits, sauf achat groupé de manuels/cahiers) et ceux proscrits, avec des listes annexées selon les niveaux. Les pouvoirs organisateurs doivent conserver toutes les pièces justificatives pour contrôle.

#### Les mécanismes de solidarité

En cas de difficulté de paiement, les écoles sont tenues de faire intervenir les mécanismes de solidarité. Ces mécanismes de solidarité devront avoir été pensés en amont lors du Conseil de participation. En outre, si les frais scolaires excèdent un montant de 50 euros, l’école devra organiser un étalement de paiement à la demande du parent d’élève. Pour plus d’informations à propos des mécanismes de solidarité, vous pouvez également consulter [cette page](http://www.enseignement.be/index.php?page=26908&navi=3512).

#### Quelques données chiffrées

**Mise en œuvre de la gratuité scolaire au niveau fondamental ordinaire**

Le tableau ci-dessous reprend les montants octroyés dans le cadre de la subvention spécifique à la gratuité scolaire dans l’enseignement fondamental ordinaire, ainsi que les années d’études concernées, pour les années scolaires 2022-2023 à 2025-2026.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Année scolaire** | **Années d’études concernées** | **Montant total octroyé** |
| 2022-2023 | M1-M3 | 10.132.172 € |
| 2023-2024 | M1-P2 | 18.762.871 € |
| 2024-2025 | M1-P3 | 22.663.558 € |
| 2025-2026 | M1-P3 | 23.307.694 € |

Les données montrent une extension progressive du champ d'application de la subvention à la gratuité scolaire dans l'enseignement fondamental ordinaire, tant en termes de niveaux d'études concernés que de montants octroyés. Initialement limitée aux trois années de maternelle en 2022-2023, la mesure a été étendue aux deux premières années du primaire en 2023-2024, puis à la troisième année primaire à partir de 2024-2025. Cette évolution s’accompagne d’une augmentation des crédits budgétaires alloués, passant de 10,1 millions d’euros à plus de 23,3 millions entre 2022 et 2026.

**Mise en œuvre de la gratuité scolaire au niveau fondamental spécialisé**

Les montants alloués dans le cadre de la subvention à la gratuité scolaire dans l’enseignement fondamental spécialisé ont été progressivement augmentés, en parallèle de l’élargissement du nombre d’élèves concernés. Initialement limitée au niveau maternel en 2022-2023, la mesure a été étendue à la maturité I en 2023-2024, puis à la maturité II à partir de 2024-2025. Le budget total octroyé est ainsi passé de 87.096 € à plus de 939.000 € sur une période de quatre années scolaires.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Année scolaire** | **Élèves concernés** | **Montant total octroyé** |
| 2022-2023 | maternel | 87.096 € |
| 2023-2024 | maternel et maturité I | 401.716 € |
| 2024-2025 | maternel et maturité I et II | 893.832 € |
| 2025-2026 | maternel et maturité I et II | 939.494 € |

Pour plus d’informations sur la gratuité d’accès à l’enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, en particulier concernant les décomptes périodiques, et les documents informatifs destinés aux parents, visitez la page : <http://www.enseignement.be/index.php?page=26779&navi=3387>

### Subvention pour l'achat de matériel informatique et application « ONEL[[33]](#footnote-33) »

Dans le cadre de la Stratégie numérique dans l’enseignement, élaborée à la suite de la crise sanitaire, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a retenu le modèle "1:1"[[34]](#footnote-34), proposé au choix des écoles. Ce modèle vise à permettre à chaque élève qui le souhaite de s’équiper d’un ordinateur portable, d’un notebook ou d’une tablette, utilisable tant à l’école qu’à la maison, afin de renforcer les pratiques pédagogiques et réduire la fracture numérique.

#### Bon d’achat ou location

Les parents ou responsables légaux des élèves inscrits dans une école ayant adopté le modèle "1:1" peuvent bénéficier, s’ils optent pour ce système, d’un bon d’achat forfaitaire unique de 150 € octroyé par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ce bon s’applique à l’achat ou à la location d’un équipement informatique proposé par le pouvoir organisateur ou l’établissement scolaire. Les familles ont la possibilité :

* D’acheter directement le matériel
* Ou de le louer sur une période de 3 ou 4 ans, avec transfert de propriété au terme du contrat, une fois l’équipement amorti selon les conditions fixées par l’école

#### Fonds de solidarité

Un fonds de solidarité a également été mis en place par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour soutenir les familles rencontrant des difficultés financières. Pour en bénéficier, les écoles doivent impérativement proposer à la fois l’achat et la location de matériel. Chaque année, en octobre, les écoles reçoivent un droit de tirage leur indiquant le montant disponible dans le cadre de ce fonds pour venir en aide aux parents dans l’équipement de leurs enfants.

Ce soutien s’inscrit dans une politique plus large visant à lutter contre la fracture numérique, en garantissant aux élèves et équipes pédagogiques de l’enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et en alternance (CEFA), l’accès à du matériel informatique de qualité. L’adhésion au dispositif reste facultative.

#### Application ONEL : gestion et contrôle des bons d’achat

Pour encadrer la mise en œuvre de ce dispositif (volet 2) et assurer un suivi rigoureux des indemnités octroyées, l’Administration a développé une application informatique dédiée : ONEL.

Cette application comprend trois plateformes distinctes :

* Pour les écoles : accessible via le compte CERBÈRE[[35]](#footnote-35), elle permet de générer les bons d’achat, associés à un code d’identification unique lié au numéro SIEL-CF[[36]](#footnote-36) de l’élève.
* Pour les fournisseurs (externes ou internes à l’école) : identifiés par l’Administration, ils accèdent à leur interface sécurisée pour valider le bon d’achat, joindre la pièce justificative, et soumettre la demande de remboursement des 150 €.
* Pour l’Administration : elle y traite les demandes, valide les pièces justificatives et procède au remboursement aux fournisseurs.

#### Quelques données chiffrées

On constate une augmentation année après année des montants alloués tant au Fonds de solidarité qu’aux bons d’achat ou de location. Entre 2022-2023 et 2024-2025, le budget du Fonds de solidarité a augmenté de plus de 50 %, tandis que les moyens consacrés aux bons d’achat ou de location ont presque doublé. Cela témoigne non seulement d’une réponse aux besoins croissants des familles, mais aussi de l’engagement pour lutter contre la fracture numérique à l’école.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Année scolaire** | **Fonds de solidarité** | **Bons d’achat ou location** |
| **2022-2023** | **1.007.775,02 €** | **1.467.000,00 €** |
| **2023-2024** | **1.106.468,23 €** | **2.057.100,00 €** |
| **2024-2025** | **1.540.594,47 €** | **2.694.900,00 €** |

Pour plus d’informations sur le dispositif :

<https://mes-outils-numeriques.cfwb.be/>

### Les subventions pour les manuels scolaires (MANOLO)

Cette aide financière permet aux écoles d’acquérir des manuels scolaires, ressources numériques, outils et matériels pédagogiques, ainsi que des livres de littérature agréés.

Depuis 2020, le décret du 7 février 2019 prévoit l’octroi d’une dotation ou subvention[[37]](#footnote-37) à l’ensemble des établissements scolaires — fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, qu’ils soient organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Chaque année, le Gouvernement fixe le montant par élève. Pour chaque école, l’intervention financière maximale est calculée en multipliant ce montant par le nombre d’élèves régulièrement inscrits au 15 janvier de l’année précédente (N-1).

La subvention est versée :

* Aux établissements du réseau WBE (enseignement organisé par la Communauté française)
* Aux Pouvoirs organisateurs dans l’enseignement officiel subventionné et libre subventionné

Les établissements et Pouvoirs organisateurs conservent une totale liberté dans le choix des ressources pédagogiques, mais seuls les ouvrages labellisés ou agréés sont couverts par le dispositif MANOLO.

Il n’existe pas de procédure d’achat centralisée : chaque établissement ou PO reste maître de ses commandes et achats. Cette aide est considérée comme un soutien public.

#### Extension du dispositif aux matériels liés au tronc commun

La subvention a été étendue à l’achat de matériel pédagogique lié aux référentiels FMTTN (formation manuelle, technique, technologique et numérique) et ECA (éducation culturelle et artistique) dans le degré inférieur du secondaire (1re à 3e).

Cette extension vise à garantir la mise en œuvre effective des apprentissages du tronc commun :

* 1re secondaire à partir de 2026-2027
* 2e secondaire à partir de 2027-2028
* 3e secondaire à partir de 2028-2029

Des listes de matériels éligibles, classés par discipline et champ disciplinaire, sont annexées à [la circulaire 9166](http://enseignement.be/index.php?page=26823&do_id=9421) du 22/02/2024.

Le matériel numérique n’est pas concerné par cette extension : il fera l’objet de subventions spécifiques ultérieures.

Les achats doivent impérativement être réalisés dans les limites de ces listes, avec une attention particulière portée à l’acquisition de matériel durable et réutilisable.

#### Modalités pratiques

* La dotation/subvention est versée automatiquement en début d’année civile.
* Une dépêche explicative est envoyée à l’adresse officielle du PO ou de l’établissement (réseau WBE).
* Elle couvre les dépenses effectuées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l’année concernée.
* Les factures doivent être datées au plus tard le 31 décembre.
* Les justificatifs doivent être tenus à disposition de l’Administration ou des vérificateurs.
* Les montants non utilisés doivent être signalés au plus tard le 31 janvier de l’année suivante.

#### Quelques données chiffrées

Nous nous permettons d’extrapoler les taux d’utilisation de la subvention Manolo en partant des échantillons contrôlés annuellement qui représentent environ 10% des établissements concernés.

Par ailleurs, les données sur les ressources les plus/les moins souvent achetées (manuels scolaires, logiciels scolaires, outils pédagogiques, livres de littérature), ne sont pas disponibles. En effet, les contrôles effectués à ce jour par les vérificateurs comptables permettent uniquement de vérifier si les ressources acquises par les établissements entrent dans le cadre des dispositions reprises dans le décret du 07/02/2019 relatif à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires.

#### Évolution de la subvention

Concernant cette évolution chiffrée de 2020 à 2025, le budget alloué est ajusté au prorata de l’évolution de la population scolaire observée sur les dix dernières années scolaires précédant l’année budgétaire en cours.

Cela signifie que, si le nombre d’élèves diminue, le budget suit cette tendance à la baisse.

#### Les manuels scolaires et la gratuité :

Dans l’enseignement primaire, l’achat groupé de manuels scolaires reste un service facultatif. Lorsqu’un manuel est proposé via ce dispositif, l’école doit obligatoirement en fournir un exemplaire gratuitement aux élèves dont les parents n’y ont pas souscrit.

Dans l’enseignement maternel, il est interdit de facturer tout frais lié aux manuels scolaires. Étant donné que les frais facultatifs sont également interdits à ce niveau, l’école ne peut pas non plus proposer la location ou le prêt payant de supports. Si un support pédagogique est requis, il doit donc être mis gratuitement à disposition des élèves.

Dans l’enseignement secondaire, l’achat groupé de manuels scolaires doit lui aussi rester facultatif. Cependant, à ce niveau, l’école est autorisée à réclamer des frais liés à la location ou au prêt de manuels.

Enfin, qu’il s’agisse de l’enseignement primaire ou secondaire, les écoles ne peuvent imposer l’achat de manuels scolaires figurant sur une liste de référence remise aux parents : ces achats doivent toujours rester à la discrétion des familles.

### Accès à une alimentation adéquate et repas scolaires gratuits en Fédération Wallonie-Bruxelles

#### Contexte et enjeux

L’accès à une alimentation adéquate constitue un indicateur significatif de la déprivation matérielle, qui désigne le manque de ressources essentielles pour mener une vie décente. Les disparités économiques et sociales se manifestent également dans les pratiques alimentaires, notamment chez les enfants. En Fédération Wallonie-Bruxelles, le coût des repas scolaires représente un obstacle majeur pour de nombreuses familles.

* Dans ce contexte, la mise en place de repas gratuits à l’école apparaît comme une mesure stratégique visant à promouvoir l’égalité d’accès à une alimentation saine.
* Atténuer les inégalités sociales.

#### Historique du projet

Afin de poursuivre cet objectif dès l’école maternelle, le Gouvernement de la Communauté française a opté pour une approche par projets pilotes.

Le projet « cantine scolaire », **lancé en** **2018**, s’adresse aux sections maternelles et primaires de l’enseignement fondamental, qu’il soit ordinaire ou spécialisé, dans les implantations dont l’encadrement différencié est de 1 à 5.

Ce projet **a évolué au fil des années**, en fonction des budgets disponibles, avec la publication de diverses circulaires pour reconduire, compléter ou accueillir de nouvelles candidatures. Initialement centré sur les sections maternelles, le projet s’est progressivement étendu aux 1ere et 2e années primaires, avant d’être généralisé à l’ensemble des classes maternelles et primaires à partir de l’année scolaire 2023-2024.

#### Cadre légal

En 2023, ce projet a été formalisé par le **décret du 19 octobre 2023** relatif au financement de repas complets, gratuits, sains et durables dans les établissements scolaires d’enseignement fondamental, ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Ce décret s'adresse aux seules implantations qui relèvent des classes 1 à 5 selon leur indice socio-économique[[38]](#footnote-38).

#### Modalités de subventionnement

Il est accordé une **subvention annuelle pour une durée de cinq ans** (entre août 2024 et juillet 2029), permettant de financer les repas à raison d’un montant forfaitaire de **3,70 € par repas**.

À cela s’ajoute un **montant forfaitaire annuel de 40 € par enfant**, destiné à l’achat de matériel, à l’engagement de personnel ou à la conclusion de marchés de services liés à l’organisation des repas, afin d’en garantir le bon déroulement.

#### Bilan et perspectives

##### Année scolaire 2023-2024

Ce sont **3.932.167 repas** qui ont été financés pour **25.542 élèves** dans **403 implantations scolaires**, grâce à la subvention destinée à offrir des repas complets, gratuits, sains et durables.

##### Année scolaire 2024-2025

**429** implantations scolaires bénéficient de cette subvention, ce qui représente une estimation de **55.288** élèves susceptibles de bénéficier des repas gratuits pour un montant total de **21 373 139,20 €**.

Le nombre de repas effectivement servis, ainsi que le nombre d’élèves ayant effectivement bénéficié des repas gratuits pour l’année scolaire 2024-2025 seront connu une fois que sera analysé le rapport d’activité de chaque établissement bénéficiant de la subvention.

#### Engagement des établissements

Dans le cadre du décret, différents engagements sont demandés aux établissements subventionnés pour des repas complets, gratuits, sains et durables. Ces engagements ont comme but de sensibiliser les enfants, adolescents et jeunes adultes aux enjeux d’une alimentation saine :

* Promouvoir une alimentation locale, saine et équilibrée, en ayant recours à un maximum de produits issus de l’agriculture biologique, en limitant et contrôlant la « Junk Food » dans les collations, et en inscrivant ces principes dans le projet pédagogique de l’école.
* Proposer au minimum plusieurs alternatives végétariennes par semaine.
* Encourager le recours à l’eau comme seule boisson.
* Favoriser, aussi régulièrement que possible, la découverte de saveurs variées, ainsi que la consommation de fruits et légumes frais et de saison.
* Diminuer la quantité de protéines animales au profit de légumes et de protéines végétales, en se référant aux recommandations de l’Office de la Naissance et de l’Enfance.
* Éviter le gaspillage alimentaire.
* Réduire la production de déchets.

#### Actions éducatives complémentaires

Dans la continuité de ces engagements, il est également demandé aux établissements de compléter le dispositif des repas complets par des activités éducatives. Pour se faire, il leur est demandé de respecter une des trois orientations suivantes :

1. Mettre en œuvre au minimum 4 actions pérennes en lien avec l’alimentation durable ;
2. Avoir le label Good Food pour les cantines des écoles ou implantations situées en Région de Bruxelles-Capitale ou le label « Green Deal Cantines durables » pour les cantines des écoles ou implantations situés en Région de langue française ;
3. Avoir recourt au cahier spécial des charges de repas complets, sains et durables pour les « collectivités d’enfants » de la Communauté française (sur base de recommandations du CIRIHA[[39]](#footnote-39))

#### Nouvelles candidatures

Il est à préciser qu’un établissement qui satisferait aux conditions du décret, alors que ce n’était pas le cas auparavant, peut postuler à l’obtention d’un financement dans le cadre du décret. Pour cela, au plus tard le 15 avril, un pouvoir organisateur peut solliciter ce financement pour l’année scolaire suivante en déposant son dossier de candidature auprès du ministère de la Communauté française via la plateforme SUBside[[40]](#footnote-40).

# Contact presse

Pour toute question presse ou demande d’interview à l’Administration générale de l’Enseignement :

***Service Communication et Relations publiques de l’AGE***

[**age.presse@cfwb.be**](mailto:age.presse@cfwb.be)

**Tél. 02 690 80 31** *(9h-16h30)*

Vous pouvez également trouver sur [notre page dédiée à la presse](http://www.enseignement.be/index.php?page=27513) nos communiqués et notes :

* [Rentrée scolaire](http://www.enseignement.be/index.php?page=27513#rentr%C3%A9e)
* [Inscription en 1re secondaire](http://www.enseignement.be/index.php?page=27513#inscription_secondaire)
* [Enquêtes internationales](http://www.enseignement.be/index.php?page=27513#enqu%C3%AAte)
* [Pilotage du système éducatif](http://www.enseignement.be/index.php?page=27513#pilotage)
* [Évaluations externes : CEB, CE1D et CESS](http://www.enseignement.be/index.php?page=27513#%C3%A9val)
* [Indicateurs de l'enseignement](http://www.enseignement.be/index.php?page=27513#indicateurs)
* [Pédagogie](http://www.enseignement.be/index.php?page=27513#p%C3%A9dagogie)
* [Prévention et gestion de la violence](http://www.enseignement.be/index.php?page=27513#violence)

Vous y trouverez également les communiqués de presse des cabinets ayant l’Enseignement en charge ainsi que d’autres informations utiles.

1. Différence entre implantation et école : l’école (au sens administratif) peut regrouper plusieurs implantations. Le bâtiment principal est l’adresse de référence administrative de cette école. L’implantation est liée à la réalité physique d’un site d’enseignement, pas forcément unique. [↑](#footnote-ref-1)
2. Plus d’informations sur les degrés de l’enseignement secondaire : <http://www.enseignement.be/index.php?page=24547&navi=45> [↑](#footnote-ref-2)
3. Des données erronées en 2022-2023 se sont répercutées sur les années suivantes et ont donné des chiffres inexacts. Les 4 années scolaires ont été mises à jour dans la présente édition du dossier de presse. [↑](#footnote-ref-3)
4. Ibidem [↑](#footnote-ref-4)
5. Ibidem [↑](#footnote-ref-5)
6. Ibidem [↑](#footnote-ref-6)
7. Dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants et assimilés [↑](#footnote-ref-7)
8. Français langue d’apprentissage [↑](#footnote-ref-8)
9. Primo-arrivants [↑](#footnote-ref-9)
10. Assimilés aux primo-arrivants [↑](#footnote-ref-10)
11. Si les écoles organisent des langues modernes sur fonds propres, l’administration n’est pas informée de cette situation. Les chiffres indiqués ne tiennent donc pas compte de cette éventualité. L’administration ne dispose pas non plus du nombre d’élèves concernés, dans le fondamental, par les cours de langue moderne selon la langue. [↑](#footnote-ref-11)
12. Si les écoles organisent des langues modernes sur fonds propres, l’administration n’est pas informée de cette situation. Les chiffres indiqués ne tiennent donc pas compte de cette éventualité. L’administration ne dispose pas non plus du nombre d’élèves concernés, dans le fondamental, par les cours de langue moderne selon la langue. [↑](#footnote-ref-12)
13. Si les écoles organisent des langues modernes sur fonds propres, l’administration n’est pas informée de cette situation. Les chiffres indiqués ne tiennent donc pas compte de cette éventualité. L’administration ne dispose pas non plus du nombre d’élèves concernés, dans le fondamental, par les cours de langue moderne selon la langue. [↑](#footnote-ref-13)
14. Équivalents temps pleins [↑](#footnote-ref-14)
15. DPPR : la disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est une mesure d’aménagement de fin de carrière qui permet, sous conditions, soit de réduire les prestations, soit de les abandonner entièrement, de manière irréversible. [↑](#footnote-ref-15)
16. Équivalents temps pleins [↑](#footnote-ref-16)
17. Un titre non listé est un titre non repris dans la réglementation pour une fonction déterminée. Un Pouvoir organisateur peut néanmoins y recourir s’il ne peut recruter de candidat porteur de titre listé dans la réglementation. [↑](#footnote-ref-17)
18. DI = degré inférieur - DS = degré supérieur [↑](#footnote-ref-18)
19. Équivalents temps pleins [↑](#footnote-ref-19)
20. DPPR : la disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est une mesure d’aménagement de fin de carrière qui permet, sous conditions, soit de réduire les prestations, soit de les abandonner entièrement, de manière irréversible. [↑](#footnote-ref-20)
21. CEFA : centre d’éducation et de formation en alternance. [↑](#footnote-ref-21)
22. DPPR : la disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est une mesure d’aménagement de fin de carrière qui permet, sous conditions, soit de réduire les prestations, soit de les abandonner entièrement, de manière irréversible. [↑](#footnote-ref-22)
23. Équivalents temps pleins [↑](#footnote-ref-23)
24. DPPR : la disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est une mesure d’aménagement de fin de carrière qui permet, sous conditions, soit de réduire les prestations, soit de les abandonner entièrement, de manière irréversible. [↑](#footnote-ref-24)
25. ESAHR = Enseignement secondaire artistique à horaire réduit – ESA = Écoles supérieures des Arts [↑](#footnote-ref-25)
26. La baisse importante de l’année 2024-2025 n’est pas encore explicable ; les chiffres sont en cours de vérification. [↑](#footnote-ref-26)
27. L’expression « éducation et formation tout au long de la vie » désigne la recherche ininterrompue, facultative et volontaire de la connaissance pour des raisons personnelles ou professionnelles. L’objectif général est l’amélioration des connaissances, des aptitudes et des compétences. Le caractère intentionnel des activités d’apprentissage les distingue des autres types d’activités, sportives et culturelles, par exemple.

    <http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Glossary:Lifelong_learning/fr> [↑](#footnote-ref-27)
28. [Décret du 3 mai 2019](https://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_02.php?ncda=46918&referant=l01) portant les livres 1er et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun. [↑](#footnote-ref-28)
29. Ces chiffres sont arrêtés au 31/10 de l’année scolaire visée. Ils fluctuent au long de l’année scolaire en fonction, notamment, des décisions de la Commission de l’enseignement à domicile. [↑](#footnote-ref-29)
30. Décret portant sur l’organisation des jurys de la Communauté française de l’enseignement secondaire ordinaire. [↑](#footnote-ref-30)
31. La direction est constituée d’une équipe pédagogique composée de professeurs détachés de leur établissement scolaire pour les cours de la formation commune. A l’aide d’autres enseignants, chaque examinateur est donc en charge de la rédaction des épreuves, de la correction et de l’évaluation pour autant qu’il respecte les programmes en vigueur dans l’enseignement organisé par la FW-B. [↑](#footnote-ref-31)
32. En raison de la crise sanitaire, le cycle 2 de 2019-2020 a été prolongé de février 2020 à janvier 2021. Le cycle 1 n’a dès lors pas été organisé en 2020-2021. [↑](#footnote-ref-32)
33. ONEL = outil numérique pour l'équipement des élèves [↑](#footnote-ref-33)
34. 1 élève = 1 appareil numérique, utilisable à l’école et à la maison [↑](#footnote-ref-34)
35. Un compte CERBÈRE est un identifiant personnel sécurisé qui permet d’accéder à une série d'applications, de plateformes et de services en ligne de la Fédération Wallonie-Bruxelles. [↑](#footnote-ref-35)
36. Le numéro SIEL-CF est un identifiant unique attribué à chaque élève inscrit dans l’enseignement obligatoire organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles. [↑](#footnote-ref-36)
37. On parle de subsides pour les écoles de l’enseignement subventionné et on parle de dotations pour les écoles organisées par la Fédération Wallonie-Bruxelles. [↑](#footnote-ref-37)
38. *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 2017 établissant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique, de chaque implantation et de chaque établissement en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité.* [↑](#footnote-ref-38)
39. *Centre d’Information et de Recherche sur les Intolérances et l’Hygiène alimentaire* [↑](#footnote-ref-39)
40. *La plateforme SUBside est le portail en ligne de la Fédération Wallonie-Bruxelles permettant d’introduire, gérer et suivre les demandes de subvention de manière sécurisée.* [↑](#footnote-ref-40)